

Histoire du Socialisme

Du socialisme au “ social-libéralisme ” ?

Les socialistes en Europe

(XIXème - XXème s.)

Leçon 1

Fondements théoriques et organisationnels

Introduction : Origine du mot

L'origine du mot est controversée. Beaucoup considèrent que “ socialiste ” serait d'origine anglaise, apparu vers 1822 autour de Robert Owen.

D'autres considèrent que son origine est italienne ou encore française. Dans ce dernier cas, elle remonterait au 18ème siècle autour de Mallet du Plan (publiciste) qui l'aurait employé pour définir les anti-révolutionnaires.

Puis le terme revient en France en 1830 dans le journal de Charles Fourier.

Pierre Leroux revendique la paternité du mot, l'ayant utilisé par opposition à “ individualisme ”. En tout cas, il lui a sûrement donné son sens actuel.

Fondations

Fondations 1 : Guerres sociales

Guerres serviles & tradition plébéienne dans l'Antiquité

Les guerres serviles

Ce sont des guerres sociales. Un papyrus de la 18ème dynastie semble être le premier document à évoquer de telles guerres. Mais on ne sait pas :

- s'il décrit une situation réelle à savoir une des guerres sociales ou
- s'il montre seulement une calamité sociale (un renversement des valeurs sociales) sans qu'elle se soit vraiment produite.

Dans l'Antiquité grecque :

- Athènes : peu de révoltes serviles car la situation des esclaves est relativement bonne
 - Sparte : les révoltes serviles sont presque une tradition.
- Une catégorie sociale, les hilotes, a des conditions de vie très difficiles. Ce sont des esclaves appartenant à l'Etat mais prêtés par celui-ci aux citoyens. Leur condition morale est très difficile car ils sont considérés comme des sous-hommes. Ceci explique les nombreuses révoltes de hilotes à Sparte.

A Rome :

La révolte la plus célèbre est celle de Spartacus en 73 av. JC. Il a tenu tête à l'armée romaine pendant 2 ans.

L'aspect idéologique et même utopiste a été repris bien plus tard par les 1ers spartakistes qui rêvaient d'une “ cité du soleil ”. (utopie à tendance pythagoricienne).

Spartacus devient donc un symbole : en 1916, Liebknecht et Luxemburg utiliseront son nom en Allemagne.

La tradition plébéienne de réforme sociale

La tradition démocratique de réforme naît avec Périclès au 5ème siècle, dans l'Athènes Classique. On peut dire que Périclès est l'inventeur des premiers éléments de “ l'Etat Providence ”, où l'Etat s'occupe des citoyens les plus démunis. Il renforce également la pratique démocratique.

Les frères Gracques (tribuns de la Plèbe), dans les années 162 à 121 av. JC, ont tenté des réformes de la Plèbe, notamment dans le domaine agricole, en se dressant contre les Patriciens (la nobil classe). Ils se sont fait tuer au cours de leurs coups de force mais sont devenus le symbole des “ classes moyennes ”.

Spartacus et les frères Gracques représentent un socialisme version “ non-bolcheviks ”.
(Babeuf, un révolutionnaire, se fera appeler Gracchus)

Les Jacqueries

Ce sont des révoltes paysannes très nombreuses au Moyen Age et à l'Epoque Moderne (à savoir du 16ème siècle à la Révolution Française).

Elles ont concerné toute l'Europe et se sont dirigées :

- contre les droits seigneuriaux et notamment le servage
- contre l'Etat et notamment la pression fiscale

Quelques exemples

- en All, entre 1524 et 1526 : la guerre des Paysans
Elle débouche sur une amorce d'organisation, car avant ça, les révoltes étaient très désorganisées. Cette révolte est liée à la révolution millénariste et aux réformes luthériennes. Elles auraient fait 100 000 morts.
- en France, au 17ème s. : une série “ d'émotions populaires ” (=émeutes)
notamment dans le Languedoc, la Normandie, la Bretagne
- en Russie : révoltes paysannes qui s'accompagnent de phénomènes religieux

Les mécanismes des révoltes

Elles démarrent souvent à l'arrivée du percepteur qui vient prélever les impôts.

Dans un premier temps, elles sont victorieuses car il n'y a pas de résistance car peu d'armée permanente donc les autorités ne peuvent faire face. *Mais au bout d'un moment, la répression est de plus en plus sévère.

Fondations 2 : Millénarismes

Il repose sur le mythe de l'Age d'or.

Illuminations

L'Age d'or : Hésiode et les autres

Il est décrit par un auteur grec du 8ème s. av. JC : Hésiode.

Son texte est la défense et l'illustration du petit paysan face à la rapacité des nobles. C'est l'éloge du bon vieux temps.

Il distingue 2 ages principaux dans l'Humanité :

- l'Age d'or, ancien, où tout baignait
- L'Age de fer, qui est le règne des profiteurs

Son but est le retour à l'Age d'or.

Hésiode a une conception cyclique du temps et non linéaire. (= le temps revient sur lui-même).

Le terme “ révolution ” a d'ailleurs pris longtemps le sens astronomique du mot.

□□□□□L'apport chrétien : Paradis perdu, parousie et millenium

Il existe un lien très ancien entre la religion et l'aspiration à l'égalité. On le trouve déjà dans l'Antiquité mais surtout dans le christianisme avec la notion de paradis.

Ce qui est important, ce sont les apocalypses, et notamment celle de Jean.

L'eschatologie a un aspect individuel (par le salut chez les chrétiens) et un aspect collectif (la fin du monde terrestre).

Dans l'aspect collectif, il y a 2 visions :

- cyclique : la fin du monde est un renouveau
- linéaire : la fin du monde est un passage à un autre monde

Le millénarisme (ou chiliasme) est surtout issu de l'apocalypse de Jean, mais aussi du chiisme dans l'Islam. C'est une sorte de messianisme (= on attend un messie) qui est très présent dans le judéo-christianisme puis devient un peu suspect, pour se réfugier, à terme, dans l'hérésie.

Le millénarisme est l'attente d'un royaume de longue durée pendant laquelle le messie va régner en attendant le jugement dernier. (parousie = attente du Christ)

Caractéristiques du millénarisme :

- a un aspect social prononcé : se développe d'abord chez les plus défavorisés
- pour accélérer la venue du messie, il utilise souvent la violence

Quelques exemples :

- les 1ères croisades (dont celle des Pastoureaux en 1251)
- le dolcinisme (en Italie)
- les Hussites (Tchèques)
- les anabaptistes, notamment ceux de Munster : à la prise de Munster, il y a eu création d'une cité millénariste avec un chef (Münzer)

Le millénarisme persiste encore aujourd'hui dans la branche adventiste du christianisme, par exemple chez les Témoins de Jéhovah.

1. Les révolutions anglaises

Les bases de ces révolutions remontent à la période 1640-1688, période de lutte du Parlement contre l'absolutisme royal, notamment sous la période républicaine de Cromwell avec l'apparition de mouvements politico-religieux parmi lesquels :

□□□□□ Levellers

C'est un mouvement politico-religieux car il apparaît surtout chez les protestants non anglicans (= les calvinistes, les puritains, ...) pendant la Grande Sédition (= la première révolution anglaise, qui aboutit à l'exécution du roi).

La politique d'enclosure (clôture des champs) a ruiné les petits paysans. Donc les Levellers défendent la petite propriété (un peu comme les frères Gracques). Ils demandent l'extension du suffrage.

Ils voulaient mettre en place une armée mais se heurtent à Cromwell, qui voulaient une révolution politique mais pas sociale.

Ex. de levellers : Lilburne

□□□□□ Diggers

C'est un mouvement moins intellectuel mais toujours religieux, plus radical, qui touche surtout les paysans.

Ils développent des idées de communisme agraire et des idées millénaristes.

B. Fondations 3 : Révolution française

1. Lumières

□□□□□ Sociologie des Lumières

Ce mouvement touche largement les classes dominantes dans la bourgeoisie, l'aristocratie (dont les francs-maçons), les souverains d'Europe (Frédéric II de Prusse, Catherine II de Russie, Joseph II d'Autriche).

C'est un mouvement européen qui touche d'abord l'Angleterre, puis la France (où il connaît son apogée), puis (chronologiquement) dans les pays germaniques, en Europe centrale et orientale (Russie, Pologne), en Europe méditerranéenne.

Son vecteur linguistique est le français.

□□□□□ Idéologie des Lumières

Elle part du principe que l'être humain peut sortir des Ténèbres (= de l'ignorance) par la raison, par l'autonomie de l'entendement humain (Kant), par l'expérimentation scientifique.

Caractéristiques :

- idée de progrès, contrairement aux idées de l'Age d'or ou du millénarisme. Ici, le but est de bâtir le royaume de Dieu sur Terre.
- Idée de la recherche du bonheur individuel et collectif.
- Idée d'une certaine laïcisation (= se libérer des dogmes catholiques), idée que les devoirs envers Dieu sont les mêmes que les devoirs envers l'humanité. Cela va jusqu'au libertinage (Rousseau).
- Idée de philanthropie : la charité est remplacée par l'assistance.
- Idée du cosmopolitisme, d'appartenance à l'humanité tout entière, de paix perpétuelle.

Cette idéologie aura une grande influence sur les révolutions française et américaine et ouvre la voie au socialisme démocratique (Kant).

2. L'apport de la Révolution française

□□□□□ Le Discours de la méthode (révolutionnaire)

1789 n'est en rien une révolution socialiste mais fournit au socialisme qui va arriver quelques modèles :

- montre que le changement est possible avec l'entrée d'une dose d'utopie : ainsi, les idées de changements ne sont pas des combats désespérés
- modèles de comportement, offerts par les personnages de la Révolution : Robespierre (l'incorruptible), St Just, Marat
- modèles de prise de pouvoir (par une minorité agissante)
- modèles d'organisation comme les clubs (ex : club des Jacobins) ou les sociétés populaires (ex : les sans-culottes, qui représente les citoyens passifs, ne pouvant pas s'exprimer)
- modèles de gouvernements révolutionnaires, c'est à dire de gouvernements existant en dehors de la légalité (ex : comité de salut public)

□□□□□ République et démocratie

L'idée de république pèse sur les réflexions des sociaux-démocrates européen, qui la pensent comme acte fondateur de la sociale-démocratie.

Il y a une double tradition révolution / république. Ce sont des éléments contradictoires mais ce sera le socle du socialisme démocratique du 19ème siècle.

3. Babeuf et le babouvisme

□□□□□ Gracchus Babeuf (1760 - 1797) et la Conspiration des Egaux

D'origines modestes, il participe dès 1790 à des manifestations contre les impôts.

Il appartient au courant jacobin mais se sépare du robespierrisme. Il sera d'ailleurs poursuivi par le Gouvernement Révolutionnaire.

Il prépare donc une prise de pouvoir dans la clandestinité entre 1795 et 1797 : c'est la conspiration des Egaux. Mais cela se termine mal : il est condamné à mort, se poignarde en plein procès mais se rate. Il sera décapité.

□□□□□ Un modèle d'organisation

- c'est une organisation clandestine avec un comité directeur, des agents civils et militaires, avec un plan d'insurrection
 - une propagande très active (chansons, affiches)
- Marx : “ Babeuf est le fondateur du 1er parti communiste agissant ”.

La mort de Babeuf ne met pas fin au mouvement. Il est repris par Buonarroti.
Puis Blanqui reprendra un peu le schéma du mouvement. Les bolcheviks s'en inspireront également.

□□□□□ Le communisme

Il y a dans ce mouvement une volonté de révolution sociale. C'est un communisme essentiellement agricole, de distribution plus que de production.
Mais il y a quand même une volonté d'établir une société où l'aspect collectif prend le dessus sur l'aspect individuel. (“ La Grande Famille ”)
Babeuf imagine un dépérissement de l'Etat.

C. Fondations 4 : Utopies

1. Pères fondateurs

□□□□□ Platon

Dans la “ République ”, Platon construit une cité idéale avec une forme de communisme dans la possession des biens, avec un système hiérarchisé.

□□□□□ Thomas More

C'est le véritable fondateur de l'utopie avec son livre, “ Utopia ”.
Utopie = pays de nulle part
C'est l'idée d'une cité imaginaire avec une structure sociale radicalement différente du temps.
C'est une critique de la société du temps.

□□□□□ Floraisons utopiques

Beaucoup d'ouvrages apparaissent dès le 16ème siècle.
Ex : La cité du Soleil, de Campanella
Puis apparaissent des ouvrages d'anti-utopie.

Traits généraux des ouvrages utopistes :

- ils se penchent sur la question sociale (surtout agraire puis ouvrière)
- le travail tient une place centrale : il est considéré comme une valeur essentielle et l'oisiveté est condamnée
- il y a une religion du producteur (par ex, chez St Simon)
- l'organisation est basée sur la journée de travail dans les sociétés utopiques
- importance du communisme des biens mais aussi des femmes et des enfants : critique de la propriété privée
- lien entre utopie et ville : la cité idéale est une ville. Il y a, de manière générale ; un lien fort entre utopie et géographie (souvent une île)

2. Les “ utopistes ” du XIXème siècle

□□□□□ St Simon (1760 - 1825) (Claude-Henri de)

Il est issu de la très haute aristocratie : c'est un homme d'affaire.
Son œuvre date principalement de la période 1803 - 1825 avec notamment “ Nouveau Christianisme ”.

Le St Simonisme :

- repose sur un éloge du producteur (parabole de St Simon)
- distingue 2 partis dans la société :
 - o parti anti-national : les “ improductifs ”
 - o parti national : ceux qui exécutent des travaux d'une utilité directe à la société = les producteurs
- l'Age d'or n'est pas derrière mais devant : il a foi dans l'avenir et dans le progrès en considérant que l'avenir est à la science et à l'industrie
- la classe primordiale est la classe industrielle. Il est l'un des premiers à mettre en avant la lutte des classes tout en étant hostile à cette lutte car, pour lui, il doit y avoir alliance entre les producteurs
- veut élever la condition de la classe pauvre (question sociale) en revenant à la charité chrétienne

Il y a 4 courants continuateurs de St Simon :

- ceux qui ont transformé le saint-simonisme en religion (ex : Enfantin)
= d'abord un phénomène mondain, puis création d'un monastère à Ménilmontant mais vire à la secte.
- les "technocrates" : industriels, banquiers, polytechniciens
ex : Olinda Rodrigues, les frères Pereire
- les économistes et les sociologues, qui retiennent surtout les méthodes du saint-simonisme (ex : Chaptal, Auguste Comte)
- les socialistes dont les socialistes chrétiens
ex : Buchez : reprend l'idée de progrès mais c'est Dieu qu'il voit dans cette idée de progrès (transcendance), il est plus radical dans la volonté de mise en pratique de l'évangile; il pense qu'il faut une émancipation des producteurs ouvriers.

□□□□□Fourier (1772-1837)

Issu de la moyenne bourgeoisie, il est né à Besançon dans une famille de commerçants.
Dans “ Le nouveau monde industriel et sociétaire ”, il construit une théorie à partir des passions, dans le but de connaître les lois qui les régissent.

Il trouve 12 passions fondamentales dont :

- 5 passions sensitives (correspondant aux 5 sens)
- 4 passions affectives (amitié, ambition, amour, familisme)
- 3 passions distributives : passion cabaliste (se mêler des affaires des autres), passion papillonne (changer d'attitude), passion composite (s'intéresser à plusieurs choses en même temps).

L'attraction passionnée est la loi qui régit tout cela : c'est une impulsion irrésistible qui nous pousse vers certaines occupations, certains êtres ou certains plaisirs.

Pour lui, on a trop voulu brider les passions dans le passé. Or, il faut les exalter pour qu'elles soient utiles à la société. Il veut utiliser les passions pour rendre le travail agréable et établit 8 conditions pour cela dont : remplacement des salaires par les dividendes (intéressement des travailleurs), variété des tâches, ...

Fourier prône la recherche du bonheur par l'émancipation.

Il voulait créer des groupes de base de la société : les phalanstères.

Continueurs de Fourier :

- les disciples directs (qui essaient notamment de réaliser le phalanstère)
dont Victor Consideran (polytechnicien) : fonde l'école sociétaire.
- socialistes : pour Engels, Fourier est un précurseur du matérialisme historique.

□□□□□Cabet

C'est un des dirigeants de la Charbonnerie (société secrète des années 1820) puis, dès 1830, devient républicain et lance un journal : le " Populaire ".

Il est influencé par Thomas More et Robert Owen.

En 1839, il publie " Voyage en Icarie " et tente, comme d'autres, l'organisation d'une société au Texas.

Ses idées sont basées sur un radicalisme républicain. Il participe à la vie politique, ce qui en fait un des premiers hommes politiques socialistes.

L'Icarie ressemble aux autres cités idéales : elle repose sur le travail et la réduction du temps de travail, sur la fraternité, l'éducation, le machinisme (c'est le premier développement d'un socialisme industriel), ...

(séance 2 : 21/02/01)

II. Naissance d'une double tradition

A. La tradition d'organisation

1. Le prolétariat industriel

□□□□□ Etapes de la naissance du prolétariat industriel

Le " socialisme " repose sur la notion de peuple, et sur la notion de communisme agraire. Mais la révolution industrielle entraîne une modification fondamentale avec le développement d'une classe nouvelle due à l'industrialisation : c'est la classe ouvrière.

On passe d'abord par la proto-industrialisation qui est une étape intermédiaire dans ce changement. Elle prend la forme du travail à domicile. Celui-ci est apparu dès le Moyen Age mais se développe surtout aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles, pas seulement dans le textile mais aussi dans la petite métallurgie.

Ce système met en présence :

- le marchand-fabricant, qui cherche par ce système à échapper au système des corporations. Il fournit la matière première (laine, coton), souvent achetée dans des contrées lointaines, et revend le produit fini.
- Le paysan-artisan, qui travaille la matière première à domicile sur un métier qui lui appartient (c'est donc un artisan et non un ouvrier car il a la propriété des moyens de production). Il met toute sa famille à contribution.

Ce système mêle donc artisanat et agriculture.

On va progressivement passer de l'atelier à l'artisanat, puis à l'usine.

□□□□□ L'atelier = forme la plus ancienne de lieu spécialisé.

Ce modèle dépasse l'artisanat (existence d'ateliers d'art)

L'atelier : lieu où il y a un nombre assez réduit d'ouvriers, où on utilise des outils plutôt que des machines, et où les hommes qui y travaillent ont reçu une formation poussée pour acquérir leur métier (ouvriers très qualifiés).

Le patron possède les moyens de production et travaille souvent de ses mains.

Il a donc une double légitimité : possession des moyens de production + meilleur ouvrier de son atelier.

Cette unité économique va subsister : elle représente le lieu typique de production au 19^{ème} siècle.

□□□□□ La manufacture : apparaît dès le 17^{ème} siècle dans des granges qui nécessitent des machines de grande taille (corderies, chantiers navales, ...).

Elle est la fille des Lumières, qui ont propagé la volonté de créer des espaces rationnels.

La manufacture : établissement de grande taille qui regroupe plusieurs dizaines d'ouvriers, où le travail s'effectue essentiellement à la main, réunissant des métiers différents, et qui mêle souvent ouvriers qualifiés et peu qualifiés. C'est un espace rationnel (clos) avec des règles d'horaires.

□□□□□ L'usine : une manufacture où la force des bras a été remplacée par des forces motrices. D'où l'apparition et le développement des machines et notamment de la machine à vapeur.

Le triomphe de l'usine a été long à venir en raison de la lourdeur des investissements.

Il y a donc eu coexistence de plusieurs systèmes pendant longtemps dont le domestic system et le système des usines.

□□□□□ Ang. : dès 1820, le domestic system commence à reculer sensiblement (même s'il persiste dans l'industrie lainière)

□□□□□ France : l'usine se développe dès 1850

C'est en France qu'apparaît la grande usine

ex : Schneider au Creusot (la plus grande d'Europe)

□□□□□ All. : usine se développe dans les années 1850-1860 avec Krupp.

Alain Tournier distingue 3 phases dans le travail ouvrier :

□□□□□ Phase A : “ ancien système de travail ” ou “ système professionnel ”

Système très largement dominant jusqu'en 1850 et très présent après.

Il repose sur : l'atelier, la production en petites séries, des machines universelles, des ouvriers très qualifiés (donc qui ont une certaine autonomie, pouvant prendre des initiatives mais étant fragile en cas de crises dans la profession)

□□□□□ Phase B : “ système technique ”

Il repose sur : l'usine, la production en grandes séries grâce à des machines complexes (la machine outil), des ouvriers qui perdent leur qualification (donc perdent leur autonomie). La production est désormais contrôlée par la direction, qui va plus tard appliquer l'OST.

L'ouvrier devient un manoeuvre spécialisé puis un ouvrier spécialisé.

□□□□□ Phase C : “ automatisme de la fabrication ”

Ce système se développe après la GM2.

Les interventions manuelles se réduisent.

L'ouvrier devient un technicien dans la maintenance des installations.

La production est entièrement contrôlée par la direction mais “ l'ouvrier ” retrouve une certaine autonomie même si elle est souvent factice.

Ces 3 phases suivent le progrès technique mais ne s'autodétruisent pas : la coexistence entre ces systèmes persiste.

□□□□□ Questions sur le concept de “ prolétariat ”

Le mot “ prolétariat ” vient de prolétaire, d'origine latine. “ Proletarius ” est issu de “ proles ” = descendance.

A Rome, le prolétaire est celui qui n'a qu'une seule richesse, ses enfants.

Le terme est encore utilisé dans ce sens au 18^{ème} siècle. Dès 1832, en France, ce terme (dont Pierre Leroux revendique la paternité) est utilisé dans le sens d'ouvrier.

Le mot “ ouvrier ” est un dérivé du verbe “ ouvrir ” qui signifie travailler.

L'expression “ classe ouvrière ” apparaît sous la Révolution et définit le peuple assez généralement.

Au 19^{ème} siècle, le terme ouvrier peut désigner patron ou employé mais avec le développement de l'économie politique anglaise, du saint-simonisme, une distinction se fait progressivement.

Entre 1850 et 1900, quand on utilise le pluriel (classes ouvrières), c'est un terme descriptif ayant tendance à nier l'existence de la classe ouvrière mais le singulier prend son contre-pied. Ceci pose la question de l'unicité de la classe ouvrière.

Question de la classe ouvrière et de la société :

- question de la conscience de classe : comment une classe sociale prend conscience de son existence en tant que telle, des liens qui unissent ses membres et des rapports avec les autres groupes

- question de l'intégration : est-ce que la classe ouvrière a été mise à l'écart de la société ? y a-t-il une intégration progressive ?
- question de la mobilité sociale

Conclusion : il y a eu une mythification de la classe ouvrière et du prolétariat par les socialistes. Pour eux, la classe va jouer un rôle sautériologique : elle va prendre la place du sauveur, du messie. D'ailleurs, certains socialistes se réclament du christianisme (ex : Pierre Leroux).

1. Le syndicalisme

□□□□□ Les origines lointaines

□□□□□ Naissance des confréries religieuses

Apparaissent des confréries à base professionnelle mais entame peu à peu un glissement vers le compagnonnage.

□□□□□ Les corporations

Sur des bases professionnelles, elles se développent dès la Rome antique mais surtout au Moyen Age. Elles regroupent l'ensemble d'un métier (patrons et ouvriers). Elles se différencient par leur spécialité.

Au Moyen Age, les corporations prennent un caractère officiel : elles deviennent obligatoire en ville et régissent peu à peu l'artisanat.

A la fin du 18ème, début du 19ème, elles sont interdites par la loi Le Chapelier en France mais aussi dans les pays germaniques, en Grande Bretagne (Combination Act).

□□□□□ Les compagnonnages

Héritiers des confréries, ils apparaissent au 18ème siècle. Ils regroupent les compagnons c'est à dire les ouvriers très qualifiés.

Ce sont des associations d'entraide qui se transforme en association de résistance (notamment contre les employeurs).

Ils sont proches de la franc-maçonnerie et connaissent un grand essor en France dans la 1ère moitié du 19ème siècle. Il se développe alors tout un réseau d'entraide.

Mais ce système connaît un déclin dès 1848 car il correspond moins au ouvriers du nouveau système technique et à cause des rivalités internes (entre les différentes obédiences).

□□□□□ Les sociétés de secours mutuel

Elles sont interdites mais largement tolérées car nécessaires.

Ce sont des caisses de secours servant en cas de difficultés (chômage, maladie, accident). (Ce sont les ancêtres des mutuelles.)

Elles se développent dans la 1ère moitié du 19ème siècle.

Certaines d'entre elles deviennent des sociétés de résistance (financement de grèves ...).

□□□□□ Les sociétés secrètes

Elles fleurissent en Europe vers 1815 (sauf Ang.).

Ce sont des sociétés clandestines dont la plupart sont progressistes (républicaines). Elles recrutent parmi les ouvriers et participent à des révoltes ouvrières.

Ex : la Charbonnerie en Italie (Carbonari) , qui a des ramifications dans toute l'Italie et qui possède un double idéal : un idéal national (la réunification) et un idéal libéral (la restauration de la démocratie).

□□□□□ Etapes

Le syndicalisme est né en Angleterre. Dès le début du 19ème siècle, malgré l'interdiction, il commence à se former des unions (" unions ") dont une des 1ères est celle des ouvriers en brosse en 1805.

En 1824-1825, ces unions obtiennent des lois d'autorisation par le parlement anglais.

Dans les années 1830, ces unions se regroupent sous l'influence de Robert Owen, qui favorise la création de la 1ère union nationale du travail, vers 1834, qui regroupent plusieurs dizaines

de milliers de membres. Mais elle disparaît car les ouvriers se tournent plus vers l'action politique à travers le chartisme.

Le chartisme est un vaste mouvement populaire qui se développe vers 1836 et qui est très largement ouvrier. C'est un mouvement de protestation contre la réforme électorale de 1832. C'est un mouvement politique démocratique qui demande l'élargissement du suffrage.

Il est fondé sur la Charte du Peuple, qui s'articule autour de 6 points :

- suffrage universel pour les hommes
- nouveau découpage des circonscriptions
- limitation du mandat parlementaire à 1 an
- vote secret
- indemnités parlementaires
- éligibilité

Le mouvement se développe de 1836 à 1848. Mais son échec provoque un renouveau du système syndical.

1868 : réunion du 1er congrès national des syndicats (Trade Union Congress).

Dans le reste de l'Europe :

- 1848 : printemps des peuples : cet échec (relatif dans certains pays) va conduire les ouvriers à se tourner plus vers l'action syndicale que politique
- 1860's : sous l'influence du syndicalisme anglais se créent des chambres syndicales surtout en France et dans les pays germaniques. Ces organisations sont souvent tolérées, notamment en France, sous le Second Empire.

Le mouvement syndical est appuyé par la 1ère Internationale.

- 1870's - 1890's : années décisives car c'est une période de mouvement général de légalisation des organisations syndicales.

B. La tradition idéologique : Proudhon et Marx

1. Proudhon ou la tradition "libertaire"

□□□□□ Biographie

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) fait des études grâce à une bourse. (eh oui, c'est tout !)

□□□□□ Apport

□□□□□ Critique de son temps, d'abord du capitalisme et de la propriété

"La propriété, c'est le vol" (Proudhon).

Il ne condamne pas l'appropriation en elle-même mais essaie de développer la propriété pour tous. Il n'accepte pas que la propriété apporte un revenu sans travailler.

□□□□□ Critique de l'autorité, des empiètements des pouvoirs politique et économique.

□□□□□ Critique de l'Etat

Pour lui, l'Etat n'est pas l'arbitre des conflits, ni l'organe politique de la domination de la classe dirigeante.

L'Etat est une force spécifique née de la société mais ayant tendance à s'autonomiser et dont le but est de se développer. Ce qui est encore plus grave pour lui, c'est que l'Etat est soutenu par les détenteurs du capital (bourgeoisie).

Solutions proposées :

□□□□□ Proudhon fait l'apologie du travail. Il est nostalgique de l'artisanat et fait la critique du machinisme : pour lui, la machine élimine l'élément humain du travail. Il insiste plutôt sur l'outil, comme prolongement de l'homme.

Ses idées sur le travail :

- Le travail réunit à la fois activité manuelle et intellectuelle (donc permet d'unir action et pensée)
- Le travail est éminemment moral car il permet de développer le courage, de réaliser la justice

Le travail a la primauté sur l'activité intellectuelle (quand on compare les deux), d'où un mépris pour les intellectuels, un certain ouvriérisme.

Le travail libère : liberté extérieure (autonomie) et intérieure

Rôle de la classe ouvrière dans le mouvement social

Il développe l'idée que la classe ouvrière va être un élément central du mouvement social :

En parvenant à une certaine conscience de soi et de sa valeur

En formulant cette théorie de son rôle dirigeant : il lui faut un rôle social et une théorie politique.

Association

Pour créer la société nouvelle, il faut créer un accord spontané entre ses composantes. Cette association sera à la fois :

Economique : par coopératives et par un capitalisme populaire

Social : mutualisme avec développement du secours mutuel

Politique : basé sur les communes, fédérées en provinces, elles-mêmes fédérées à un échelon national destiné à disparaître

Influence

Elle est très forte dans les années 1850-1860 mais plusieurs courants politiques et sociaux naissent du proudhonisme :

Tradition coopérative et mutualiste (économie sociale)

Tradition syndicaliste pure et dure : avec la volonté des ouvriers syndiqués de faire eux-même leurs propres affaires

Critique de l'autorité, de l'Etat (tradition libertaire puis anarchiste)

Tradition socialiste : notamment dans le travaillisme anglais et le socialisme français (Sorel, Jaurès)

Fédéralisme européen

Une partie de l'extrême droite (maurassisme, antisémitisme)

1. Marx ou la tradition " autoritaire "

Biographie : Marx et Engels

Marx (1818-1883)

C'est un prussien issu d'une famille juive et bourgeoise. Il fait des études poussées en philo à Bonn et à Berlin. Il se classe parmi les hégéliens.

Il est inscrit dans les débats et les combats de son temps en tant que journaliste.

En septembre 1844 , il rencontre Engels avec qui il écrira des ouvrages tels que " Sainte famille et idéologie allemande.

Il s'inscrit dans son temps également comme militant politique. Il sera d'ailleurs expulsé à plusieurs reprises. Il publie à Bruxelles " Misère de la philosophie ".

Il adhère à une société secrète qui deviendra la ligue des communistes et qui lui demandera, avec Engels, de rédiger un programme pendant l'hiver 1847-48.

De 1844 à 1848, Marx devient réellement " marxiste ". Il participe à la révolution de 1848.

Il fonde la Nouvelle Gazette Rhénane. Il écrit " le Capital " à Londres, dont le 1er volume paraît en 1867.

En 1864, il participe à la fondation de la 1ère Internationale.

Engels (1815-1895)

Il travaille dans le commerce et s'installe à Manchester en 1850. Il restera en contact avec Marx jusqu'à sa mort. Il participe également à la 1ère Internationale.

La philosophie marxiste : le matérialisme dialectique

Le marxisme est à la fois une philosophie, une économie politique et une sociologie.

La philosophie qui en est issue est le matérialisme dialectique.

La **dialectique** est employée à Hegel. Ce dernier est un idéaliste pour qui l'esprit précède la matière. Pour lui, la dialectique est la réalisation de l'esprit de manière dynamique. Il conçoit qu'il y ait une fin à l'Histoire.

L'esprit passe par 2 étapes :

- l'esprit en soi, qui n'a pas conscience de toutes ses possibilités
- l'esprit pour soi, où il est conscient de ce qu'il est

Entre les deux, il y a un travail de l'esprit.

C'est une vision cohérente et signifiante de l'Histoire.

Le **matérialisme** : pour Marx , la matière précède l'esprit. C'est une tradition du 18ème siècle et des encyclopédistes mais réactualisée par Feuerbach. C'est l'idée qu'il y a une philosophie de l'histoire qui repose sur le mouvement de la matière.

□□□□□ L'économie politique marxiste : le matérialisme historique

Marx emprunte aux auteurs classiques anglais (Smith, Ricardo).

Le matérialisme historique repose sur la théorie de la valeur et la théorie de la plus value :

□□□□□ Théorie de la valeur : repose sur la théorie de la marchandise

La société capitaliste repose sur la production de marchandises. Le fondement de l'humain, c'est la production de la matière. La marchandise ainsi produite a une valeur d'échange et une valeur d'usage et c'est le travail qui détermine sa valeur.

□□□□□ Théorie de la plus value

La plus-value permet l'accumulation de capital en capital variable ou constant. Cette accumulation crée la richesse à un pôle et la misère à l'autre pôle.

□□□□□ La sociologie marxiste : le matérialisme historique

Toute société se caractérise par son mode de production. Ce mode de production se caractérise lui-même par les forces productives et les rapports de production (rapports sociaux qui sont généralement des rapports d'exploitation).

L'Histoire est une succession des modes de production où il y a toujours une classe dominante et une classe dominée.

Marx distingue 3 formes de modes de production :

- mode de production antique où dominant = maître, dominé = esclave, et rapport de production = esclavage
- mode de production féodal avec noblesse / paysan => servage
- mode de production capitaliste : bourgeoisie / prolétariat => salariat

□□□□□ La révolution

Elle tient à l'existence de la lutte des classes : l'histoire de toute société est l'histoire de la lutte des classes, qui débouche sur des révolutions.

La révolution est le passage d'un mode de production à un autre. Donc la révolution est quelque chose qui est conduit par une classe montante de la société.

L'agent essentiel dans la production est le prolétariat, même s'il est exclu de la société, car il permet de dégager la plus value et car il va devenir dominant en nombre.

Pour Marx, la révolution est presque une nécessité (tendance millénariste). Le communisme va permettre à l'Homme de devenir vraiment humain.

La réalisation de l'Homme sera la fin de l'Histoire.

(séance 3 : 28/02/01)

Leçon 2

De la Première Internationale

A la Grande Guerre

(1864-1914)

I. La Première Internationale

A. La fondation

1. Prolégomènes

□□□□□ Les sources de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs)

La notion d'internationalisme est évoquée à la Révolution Française car la révolution provoque des réactions négatives (mvts contre révolutionnaires) et positifs. D'ailleurs, on voit apparaître des personnages ayant participé à la Révolution et ayant des idées internationalistes dont :

- Thomas Paine : un des 1ers à défendre l'idée d'une solidarité internationale entre les travailleurs
- Gracchus Babeuf
- Dans les 1ers embryons de syndicats : appels à la solidarité internat.
- Révolte des canuts en 1832
- Emigrés d'après 1815 (c'est à dire ceux qui ont fuit la chape de plomb que représentait certains pays de l'Europe du Congrès de Vienne, surtout de Pologne) et ceux d'après 1848 (après l'échec du printemps des peuples) : ces émigrés se rendent à Bruxelles ou à Londres (1853 : 4000 proscrits à Londres)

Il y a deux sentiments chez ces émigrés :

- o goût de se disputer entre eux
- o sentiment internationaliste

Il existe des organisations à vocations internationales, surtout dans le domaine politique :

- 1826 : la ligue des Justes (une des 1 ères)

Elle vivote pendant quelques années puis subit 2 influences :

- o Weitling
- o Karl Marx : sous son influence, elle se transforme en ligue des communistes et commence alors à être internationale

En 1847, Marx rédige pour la ligue le manifeste du parti communiste (publié en 1848) qui se termine par la célèbre phrase : “ Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ”.

La ligue des communistes disparaît après la révolution de 1848.

- 1836 : Working Men Association (WMA)

C'est une association purement anglaise qui structure le mouvement chartiste.

Ce mouvement tire son nom de la Charte du Peuple (= charte réclamant la démocratisation du système politique anglais). Il s'effondre en 1848.

Mais c'est au sein de ce mouvement qu'apparaissent 2 éléments qui seront les piliers du mouvement internationaliste :

- o volonté de la part des travailleurs de s'organiser eux-même (idée d'émancipation des travailleurs par eux-même)
- o dimension internationale de l'action ouvrière : la WMA se dit être la 1ère organisation à avoir envoyé des messages internationaux.

- 1856 : l'Association Internationale

Elle est créée à Londres par les émigrés mais disparaît en 1859. Ce fut la 1ère organisation à avoir des correspondants aux USA.

Toutes ces associations disparaissent entre 1848 et 1859 et se solde donc par des échecs.

Mais, dès 1860, le contexte va devenir plus favorable.

□□□□□ Effectifs, mythes et réalités

On peut distinguer 2 périodes :

- Jusqu'en 1868 : les années difficiles
“ Une grande âme dans un petit corps ”.
- o succès en France : dès 1865 avec la création d'une section à Paris puis en province
- o succès en Suisse : Genève, Lausanne
- o succès relatif en Angleterre : c'est l'effectif le plus nombreux mais s'il reste faible par rapport au nombre d'ouvriers syndiqués
- o ailleurs : peu de succès notamment en Allemagne (les lassalliens n'y sont pas très favorables), une seule section à Bruxelles, une seule aux USA

- dès 1868 : un recrutement bien meilleur car on assiste à un retournement défavorable de conjoncture en Europe. Cela provoque une montée de la lutte ouvrière (revendications, grèves) et parallèlement de la répression. D'ailleurs, les autorités accusent l'AIT de faire les grèves, alors que c'est plutôt les grèves qui motivent le mouvement. On assiste à une poussée très forte des adhésions :
 - o en Belgique
 - o en France : on compte plusieurs dizaines de milliers de membres même si les chiffres sont gonflés par la police impériale (puis républicaine) pour pouvoir soutenir la thèse du complot lors de la Commune
 - o en Allemagne : formation en 1869 du parti social démocrate. Celui-ci est hostile aux lassalliens et favorable au marxisme. Il n'adhère pas à l'AIT car la loi allemande le lui interdit mais il envoie néanmoins des délégués aux Congrès.
 - o En Angleterre : on compte environ 50 000 membres mais cet effectif reste relatif par rapport au nombre total d'ouvriers syndiqués (800 000).
Après 1868, ce sont surtout les adhésions des organisations syndicales qui augmentent les effectifs, plus que les adhésions individuelles.

A. Polémiques et dissolution

1. Marx contre Proudhon puis Bakounine

□□□□□ Les grands congrès

Les 1ers congrès sont dominés par les Français : les proudhoniens.

Marx s'oppose aux proudhoniens tout en veillant à garder l'unité de l'Internationale, donc se limite à des polémiques.

Bakounine (1814-1876)

C'est un russe issu d'une famille noble libérale. Il se lance dans des études philosophiques. Dès 1840, il quitte la Russie et voyage. Il devient un révolté, rencontre beaucoup de socialistes européens.

Il est arrêté par les Allemands, puis livré aux Russes pour être exilé en Sibérie.

On lui reproche ensuite d'être vendu au tsar.

Il parvient à s'échapper et rejoint l'AIT en juillet 1868. Il y défend des idées anarchistes :

- volonté d'abolir l'Etat
- hostilité à la religion
- mais volonté d'abolir la propriété privée (se différencie de Proudhon)

Il se bat ainsi pour un anarchisme communiste mais anti-autoritaire. Il est donc hostile à la dictature du prolétariat.

Il prône la révolution par la base sous la forme d'associations (idée proudhonienne) puis, à terme, de grandes fédérations mondiales.

De vives polémiques éclatent entre Marx et Bakounine :

- sur l'organisation de l'AIT : Marx voulait un renforcement du pouvoir central de l'AIT (coté autoritaire) alors que Bakounine défend la décentralisation (coté libertaire)
- sur les méthodes d'action : Bakounine veut s'appuyer sur la paysannerie (Marx sur les ouvriers), il rejette l'action électorale (au contraire de Marx).
- Sur des oppositions nationales : Bakounine est germanophobe et Marx est russophobe

Bakounine parvient à gagner des partisans au sein de l'AIT, pas vraiment dans les pays industrialisés (Ang., All., Fr.) mais plutôt dans ceux qui ont connu une industrialisation récente (Italie, surtout du Sud, Espagne, surtout en Catalogne)

Ex : création en 1870 d'une fédération de section en Espagne, amorce d'organisation anarchiste

Il gagne également des partisans en Suisse parmi les artisans : Guillaume crée une fédération de sections.

Il y a 2 fédérations en Suisse :

- une fédération collectiviste

- une fédération jurassienne (Bakounine)

2. La guerre de 1870-71, la Commune et ses conséquences

L'AIT se divise entre partisans de la France et de l'Allemagne et même les allemands se divisent entre eux : August Bebel et Liebknecht (père de Karl) refusent de voter les crédits de guerre à l'Allemagne.

Les Bakounistes sont hostiles à la Prusse.

Les Internationaux parisiens ont essayé de s'opposer à la guerre.

L'AIT salut la chute de Napoléon et l'avènement de la République. Mais elle se divise sur l'opportunité d'une révolution en France : ce sera un des thèmes de division entre Marx et Bakounine. Marx met en garde les ouvriers tandis que Bakounine tente un coup d'Etat révolutionnaire à Lyon, qui se solde par un échec.

Rôle de l'AIT dans la Commune :

L'AIT a souvent été accusée d'être le cerveau de la Commune mais c'est très exagéré.

Certes, les membres de l'AIT ont participé mais dans la minorité socialiste.

De plus, l'insurrection a été en grande partie spontanée et quand il y a eu organisation, ce n'est pas l'AIT .

Par contre, une fois la Commune installée, l'AIT (surtout Marx mais également Bakounine) l'analyse comme le modèle de l'Etat révolutionnaire.

Toutefois, il y a des opposants à la Commune dans l'AIT parmi lesquels beaucoup de dirigeants syndicaux anglais.

La répression menée contre la Commune sera indirectement menée aussi contre l'AIT. A partir de là, l'AIT, qui était déjà semi-clandestine, tombe dans la clandestinité totale.

On remarque que la Commune a provoqué un regain de sentiment nationaliste en Europe.

3. De la scission à la dissolution

La dissolution est due à une opposition de plus en plus dure entre autoritaires et libertaires.

1871 : Conférence de Londres : Marx est majoritaire mais les libertaires commencent à s'organiser hors de l'AIT (notamment les jurassiens).

1872 : Congrès de La Haye : on transfère le conseil général de Londres à New York. C'est le début du sabotage de l'AIT.

Les années 1870 et 1880 constituent une nouvelle période de constructions de partis nationaux en Europe.

On abandonne l'idée d'organisation internationale à ramification.

En juillet 1876, le congrès de Philadelphie sera le dernier congrès, alors qu'on constate une léthargie de l'AIT depuis 1872. On décide alors de dissoudre la 1ère Internationale.

Les libertaires ont voulu continuer mais ils ont été affaiblis par le départ de Bakounine en 1874 et de nombreux autres membres dont Jules Guesde, des italiens, des belges, etc.

En 1880 se tient le dernier congrès des jurassiens.

II. La 2ème Internationale (1889)

A. Développement des partis nationaux

1. Le contexte

□□□□□ Contexte économique et social

On est dans le contexte de la 2ème révolution industrielle à savoir un renforcement de l'industrialisation dans les pays ayant déjà connu la première ou un développement industriel aux USA et en Europe centrale et orientale.

On assiste au développement du nombre d'ouvrier.

Ex : en All : 7 millions d'ouvriers en 1882 et 10,5 millions en 1885.

De plus, ils se concentrent dans des entreprises de plus grande taille.

Par ailleurs, on assiste également à un développement du syndicalisme grâce à la reconnaissance légale des syndicats. On voit aussi une forte croissance des effectifs syndicaux.

Ex : - GB : 800 000 en 1870, 1,5 millions en 1872

- All : 50 000 en 1879, 700 000 en 1900

Dès les années 1880, le syndicalisme s'adresse à l'ensemble des ouvriers (qualifiés ou non-qualifiés).

Se pose alors le problème des relations entre syndicalisme et socialisme.

□□□□□ Contexte politique

C'est une période de montée de l'Etat nation avec un processus d'unification dans certains pays (Italie par ex.) ou le début du démantèlement des empires multinationaux.

Entre 1880 et 1914, le cadre national devient le plus répandu.

En même temps, c'est une période de démocratisation progressive en Europe notamment avec :

- extension du suffrage universel
 - renforcement du parlementarisme
 - même si la démocratisation n'est pas totale :
 - persistance de régimes autocratiques (Russie)
 - même dans les pays à régimes parlementaires, on a des périodes de répressions (sous Bismarck en All. par ex.)
 - elle s'accompagne parfois de coups d'état (Esp.)
- ce qui amène parfois les partis socialistes à la clandestinité.

1. Les “ modèles d'organisation ”

Il y a 3 éléments de différenciation entre les modèles :

- caractère unifié ou non de l'organisation politique (ex : un seul en All. contre plusieurs en France)
- influence du marxisme dans le courant socialiste (très fort en All, moindre en France, nul en Ang)
- rapport avec les syndicats (lien organique ou pas et si oui, dominant ou dominé)

□□□□□ Le “ modèle ” allemand : le “ modèle ” social démocrate

Il est fondé sur un parti unifié, créé en 1875 à Gotha : c'est le Parti Social Démocrate d'Allemagne (SPD).

Caractéristiques :

- parti dominé par le marxisme
- devient un parti de masse (1,7 millions d'adhérents en 1912).
- entretient des relations étroites avec les syndicats, eux aussi unifiés, qui sont plutôt en position de dominés
- développe beaucoup les organisations annexes (jeunesse, sport, divertissement...) : d'où la création d'un sorte de “ contre société ” sociale démocrate (= de la naissance à la mort)

A part le SPD, on retrouve ce schéma dans la social démocratie autrichienne (1874) et dans le parti tchèque qui en est issu.

□□□□□ Le “ modèle ” britannique : le travaillisme

- naissance du parti politique tardive dans ce modèle : création du Labour entre 1900 et 1906, un parti unifié avec quelques indépendants
- lien institutionnel avec les syndicats (avec le Trade Union Congress)
- position politique assez pragmatique, très loin du marxisme, tourné vers l'action parlementaire (réformisme, pragmatisme, lois sociales) même s'il existe des minorités révolutionnaires
- parti de masse
- modèle trouvé également en Irlande et en Scandinavie

□□□□□ Le “ modèle ” belge

C'est le Parti Ouvrier Belge, créé en 1895, unifié.

Il fédère 3 éléments de types :

- politique : ce sont les sections socialistes, qui s'appuient vite sur un réseau de municipalités socialistes
 - syndical : les syndicats d'entreprise
 - coopératif : réseau très dense de coopératives ouvrières (surtout de consommation)
- C'est un modèle unique.

□□□□□ Le “ modèle ” français

Jusqu'en 1905 coexistent plusieurs partis, séparés par :

- l'idéologie : proudhoniens, marxistes, ...
- le modèle d'organisation : strict, fédérations, ...
- la stratégie vis à vis du pouvoir : électoralistes, révolutionnaires, ...

Mais après 1905 (création de la SFIO), il reste différences tendances dans le même parti.

- partis à faibles effectifs (1914 : 75 000 membres au total)
- rapports distanciés avec les syndicats (notamment avec la CGT) car le syndicalisme se veut indépendant des partis politiques.

La CGT a donc sa propre idéologie : le syndicalisme révolutionnaire.

- modèle trouvé aussi dans les pays méditerranéens (Italie, Esp.) mais moins poussés

B. Refondation d'une Internationale

1. La re-création (1889)

□□□□□ Renaissance

Cette renaissance est difficile car les rivalités idéologiques persistent notamment avec les anarchistes.

En 1889 se tient le congrès de Paris, qui regroupe en fait 2 congrès :

- le congrès de Lanay : il est dominé par le syndicalisme anglais, les possibilistes (ce sont des réformistes)
- le congrès de Pétrel, dominé par les social démocrates allemands et les guesdistes parmi lesquels Lafarge et Longuet, Vaillant, Faure, Liebknecht (père), Bernstein, Morris, Adler, Iglesias, César de Paepe (ce sont les grands noms du socialisme européen)

La 2ème Internationale est alors fondée même si la fondation officielle se fera au congrès de Bruxelles (1891) qui consacrera la victoire des marxistes (collectivistes).

La 2ème Internationale est une organisation très large :

- pas d'organisation permanente, pas de pouvoir exécutif
- congrès tous les 3 ans
- nationaux sont indépendants

mais dès 1900, on assiste à un renforcement de l'organisation par la création d'un pouvoir central : le BSI composé de 2 délégués par pays, siégeant à Bruxelles, avec un secrétariat permanent. Au départ, c'est un simple organe de coordination mais devient une amorce d'exécutif.

Vont y siéger : Adler, Jaurès, Vaillant, Guesdes, Kaustky, Haase, Plekhanov, Lenine, Rosa Luxembourg, Turati.

1904 : création de la Commission Socialiste Interparlementaire

1907 : création d'organisations spécialisées concernant les femmes, les jeunes

□□□□□ La mise à l'écart des anarchistes

Il y a deux courants :

- anarchisme individualiste (dont Stirner)
 - anarchisme communiste (dont prince Kropotkine)
- Les zones concernées sont l'Espagne, l'Italie et la Russie.
L'anarchisme gagne sa place dans le syndicalisme.
Dès 1896, l'Internationale se fait sans les anarchistes.

1. Les grandes questions

□□□□□ Le révisionnisme

C'est la révision du marxisme type " Engels ".

Le révisionnisme apparaît vers 1891. Son grand théoricien est Edouard Bernstein, meilleur élève d'Engels, qui développe ses thèses dès 1895.

En 1899, il publie " Les prémisses du socialisme et les tâches de la social démocratie ".

Caractéristiques du révisionnisme :

- vision qui s'éloigne du matérialisme dialectique : il est plus moral, plus humaniste et se rapproche d'une vision néo kantienne
- rejet du catastrophisme économique d'Engels : pour Bernstein, les crises sont de moins en moins fortes
- lutte des classes s'atténue car :
 - o classe ouvrière pas tout entière révolutionnaire
 - o " classes moyennes " s'accroissent : développ. d'un capitalisme populaire
- remet en cause les notions de valeur et de plus value
- remet en cause la notion de dictature du prolétariat : favorable au suffrage universel

Le révisionnisme est très combattu dans la social démocratie allemande, notamment par Kautsky et Rosa Luxembourg.

Cependant :

- Bernstein n'a jamais été exclu du parti
- Ses théories ont été appliquées dans la pratique politique malgré l'opposition

Le révisionnisme est étudié au sein de l'Internationale, notamment au Congrès de Paris (1900) et repris à celui d'Amsterdam (1904), où il est condamné.

C'est donc la défaite apparente du révisionnisme même si, dans la pratique, il triomphe.

□□□□□ " Nationalités " et question coloniale

Il y a 2 courants dans la social démocratie sur les nationalités :

- ceux favorables à l'indépendance
- ceux favorables à l'autonomie dans une fédération (courant majoritaire)

Question coloniale

Elle va devenir aiguë à cause de plusieurs facteurs (ex/ don du Congo à la Belgique)

Cela va diviser l'Internationale, notamment à Stuttgart (1907) :

- position colonialiste : pour ses partisans, le colonialisme est un élément de la mission civilisatrice du socialisme (= défense de la colonisation)
- position centriste : reconnaissent des aspects positifs mais veulent préparer l'émancipation progressive des colonisés
- position anti-impérialiste (Kautsky) : pour eux, c'est la décadence du capitalisme donc il faut la combattre.

C'est cette dernière position qui est adoptée par l'Internationale en 1907.

□□□□□La guerre

La question devient pesante dès 1912 car la menace se précise.

Voici les positions de l'Internationale :

Elle considère la guerre comme inhérente au capitalisme et donc est hostile à la guerre.

Elle se demande alors comment combattre la guerre lors de 3 occasions :

- 1904 à Amsterdam : c'est le théâtre d'une opposition franco-allemande sur la question de la grève générale (France est pour, Allemagne est contre)
 - 1907 à Stuttgart : on adopte 3 motions :
 - o une par les français : elle prône l'insurrection armée, la grève générale (motion très violente)
 - o une autre par Jaurès : il préconise la même chose mais de façon plus modérée
 - o une autre par les Allemands, sans aucune directive
- Le texte final est un compromis qui n'envisage ni la guerre, ni l'insurrection
- 1912 à Bâle : il y a toujours opposition mais pas de décision concrète

Dès 1914, l'Internationale est gravement en crise.

(séance 4 : 07/03/01)

Leçon 3

Les socialistes face au totalitarisme

(1914-1945)

I. L'impact du léninisme

A. La guerre et l'Union Sacrée

1. L'Union sacrée

□□□□□Echec de l'Internationale en 1914 pour empêcher la guerre

15-17 juillet 1914 : congrès de la SFIO : Jaurès y adopte des positions d'extrême gauche, en rejoignant celles de la CGT, favorable à la grève générale.

Les positions du SPD allemand sont ambiguës : ils veulent faire échec à la grève générale mais, dans la social-démocratie allemande, il existe un courant hostile aux serbes et aux slaves.

De ce fait, se développe l'idée selon laquelle cette guerre est contre le tsarisme et le despotisme (idée de la " guerre du droit ").

Luxembourg parlait " d'un état barbare et despotique " (concernant la Russie).

La presse socialiste allemande dénonce surtout l'attitude du gouvernement autrichien.

Le gouvernement allemand veut convaincre le SPD de son désir de paix : une rencontre est donc organisée entre le chancelier et le chef du SPD. Le SPD promet alors l'absence de grève générale en cas de guerre

29-30 juillet 1914 : le Bureau Socialiste International (BSI) se réunit à Bruxelles.

Le chef de la délégation autrichienne pense que le conflit sera maîtrisé.

Ils décident d'avancer la date du prochain congrès et de le déplacer de Vienne (dans les faits, il n'aura même pas lieu) mais aucune mesure n'est prise contre la guerre.

Dès cette réunion du BSI, Jaurès ne croit plus à la grève générale car :

- il pense que le gouvernement français est vraiment attaché à la paix
 - il paraît impossible de mener une grève générale isolée
- Cet opinion se répand rapidement.

Le 31 juillet 1914, Jaurès est assassiné par Raoul Villain et cela précipite le ralliement des socialistes à la guerre.

□□□□□ Ralliement des socialistes aux gouvernements de guerre

Les sociaux démocrates allemands votent les crédits de guerre.

2 août : fin des grèves en cours par les syndicalistes allemands

3 août : une large majorité du groupe socialiste décide de voter les crédits de guerre le lendemain

4 août : Obsèques de Jaurès en France avec discours de Viviani (Pdt du Conseil) et de Léon Jouhaux (secrét. gén. de la CGT). Ces 2 discours ont des tonalités pacifistes et anti-impérialistes (notamment contre l'Allemagne).

Ce sera donc la guerre du droit des nations.

On assiste au développement de l'idée d'une union sacrée dans le fait du ralliement des partis socialistes à leur gouvernement en guerre :

- en Ang : soutien au gouvernement
- en Belgique : c'est le premier parti socialiste à autoriser un de ses membres à participer au gouvernement (Vandervelde)
- en France : le 28 août 1914, la SFIO autorise 2 socialistes à entrer dans le gouvernement Viviani (Guesdes et Sembat).

L'objectif des PS reste la lutte contre le despotisme, l'appel à l'unité nationale et à la mobilisation totale pour la guerre.

Dès 1914, les socialistes européens se sont ralliés aux gouvernements d'Union sacrée tandis qu'un courant hostile à la guerre se développe.

1. Les minoritaires

□□□□□ Conférences internationales

Pendant la guerre, il y a multiples rencontres entre les socialistes majoritaires (entre alliés, et entre ennemis).

Par ailleurs, se tiendront 2 conférences des socialistes minoritaires :

- conférence de Zimmerwald (sept.15) : sur l'initiative de socialistes des pays neutres (Italie, Suisse) où une dizaine de pays est représentée.

C'est une des premières réunions d'un courant international hostile à la guerre.

Ce sont également des retrouvailles entre socialistes allemands et français.

On note la présence d'une délégation russe (Lénine, Trotski).

Le but de cette conférence est de condamner l'Union sacrée mais il y a des divisions (au sein même de ces minoritaires) sur la marche à suivre :

- o droite zimmerwaldienne : majoritaire, elle souhaite :

- reprise des relations internationales

- rôle médiateur de l'Internationale

- pas de lancement d'un vaste mouvement international pour la paix

Dans ce courant, on trouve : les principaux délégués français (Bourderon, Merrheim), les principaux délégués allemands (Haase, Ledebour).

Ce sont des pacifistes.

- o gauche zimmerwaldienne : représentée par Lénine, elle pense qu'il sera plus facile de déclencher une révolution que de faire la paix. Il veut donc transformer cette guerre impérialiste en une guerre civile et est donc favorable à la constitution d'une 3ème Internationale en y excluant les Unions sacrées.

Ce sont des révolutionnaires.

Ces 2 courants s'accordent sur la CSI (Commission Socialiste Internationale) même si :

- o la droite veut que la CSI fasse pression sur le BSI
- o la gauche veut qu'elle remplace le BSI

- Conférence de Kienthal (avril 16)

On retrouve les mêmes clivages mais la gauche zimmerwaldienne gagne des partisans.

De façon plus générale, le mouvement minoritaire progresse dans les PS et dans les syndicats.

□□□□□ Montée du courant minoritaire

- Ang : on trouve le parti travailliste (Labour Party) mais il y a aussi le Independent Labour Party (ILP), créé en 1893. Ce dernier s'était prononcé contre l'entrée en guerre.
Nov. 1914 : l'ILP participe à l'Union pour le Parti Démocrate (ULP), qui adopte une ligne pacifiste, socialiste et radicale.

- Russie : jusqu'en 1912, le seul parti est le Parti Ouvrier Social Démocrate de Russie mais depuis 1903, à l'intérieur de celui-ci, on trouve :
 - o Courant menchevik (= les “ majoritaires ”)
 - o Courant bolchevik (= les “ minoritaires ”)
 Ces 2 courants refusent de voter les crédits de guerre mais leurs positions :
 - o provoquent la répression par les autorités
 - o sont mal comprises par les militants socialistes de l'émigration

- Allemagne : dès le vote des crédits, certains sociaux démocrates regrettent.
Déc. 14 : nouveau scrutin pour les crédits : K. Liebknecht refuse le vote et est emprisonné.
Début 1915 : Liebknecht crée une revue avec Luxembourg, Zetkin, Mehring : “ l'Internationale ”
Dans le SPD :
 - o les sociaux démocrates dans certaines régions critiquent de plus en plus leur direction nationale.
 - o A coté de ce courant plutôt pacifiste, on assiste à la naissance d'un courant qui ne s'oppose pas à la guerre mais considère que le SPD va trop loin. Ce courant met des conditions à la participation du SPD au gouvernement d'Union Sacrée.
D'ailleurs, lors du vote de déc. 14, ils s'abstiennent.
Ce courant regroupe notamment Kautsky et Bernstein.
Dans le SPD, il y a donc 3 courants : les pacifistes, les modérés et les jusqueboutistes.
Les modérés (dont Kautsky) créent un groupe de travail, qui aboutit en 1917, à la création de l'USPD (Parti Social Démocrate Indépendant d'Allemagne).
La gauche, dès 1916, fait paraître une lettre politique : ce sont les Spartakistes (du groupe Spartakus). En mai 16, ils organisent une de premières manifestations pacifistes. Malgré tout, les leaders sont condamnés et des manifestations ont lieu pour leur défense.
Début 1917, les spartakistes adhèrent au SPD.
Donc, début 1917, le SPD est très diversifié.

- Autriche : le courant minoritaire, mené par Fritz Adler, est assez faible.
Fritz Adler assassine le Pdt du Conseil en octobre 16. Il sera condamné malgré son plaidoyer pacifiste.

- France : le courant minoritaire se développe dans :
 - o Le milieu syndicaliste : certains dirigeants de la CGT (Merrheim, Bourderon, Monatte) et quelques fédérations en faveur de la paix
 - o Le milieu socialiste : développement local mais assez général même si la fédération de la Haute Vienne est le lieu de naissance du mouvement minoritaire organisé
En 1916, des militants socialistes crée le CRRI (Comité pour la Reprise des Relations Internationales), ce qui provoque des scissions au sein du mouvement socialiste.

A. Création de la 3ème Internationale et des PC

1. La révolution bolchevique et ses effets

□□□□□ Lénine et le bolchevisme

Vers 1905, le courant socialiste et révolutionnaire est dominé par le populisme. Il est influencé par l'anarchisme. Le populisme se fonde sur le caractère quasi éternel de l'économie agricole russe donc sur le caractère artificiel du capitalisme en Russie.

Ce courant se livre ainsi à de nombreux attentats.

Puis ce courant s'affaiblit mais donne naissance à :

- des socialistes révolutionnaires (assez proches du père)
- un marxisme russe (qui veut tuer son père)

Ce dernier est issu d'Axel Rod, de Plekhanov.

Ses idées :

- o évolution inévitable du capitalisme
- o la paysannerie est la victime du capitalisme
- o la classe ouvrière est la classe d'avenir

Plekhanov pense qu'il faut faire la révolution bourgeoise avant la révolution prolétarienne.

Les socialistes russes doivent donc hâter la révolution bourgeoise.

Ses idées sont développées par le marxisme légal, représenté par des économistes :

- o ils repoussent encore plus la révolution prolétarienne
- o ils font l'éloge du capitalisme car ils veulent développer les forces productives

donc considèrent que la bourgeoisie est la classe progressiste

Ce mouvement est " légal " car toléré en Russie.

Dans un 1er temps : formation de petits cercles marxisant

1898 : Plekhanov réunit un congrès à Minsk mais ses participants sont aussitôt arrêtés.

C'est dans l'émigration que se fonde le POSDR (Parti Organisé(?) Social Démocrate Russe) mais rapidement, on y décèle plusieurs courants :

- o le courant orthodoxe avec notamment Plekhanov
- o le courant économiste qui reprend les idées du marxisme légal. Mais il fait la distinction entre l'action économique (=sociale) que le parti doit mener dans la classe ouvrière et l'action politique qu'il vaut mieux laisser à la bourgeoisie libérale
- o le courant léniniste

Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine (1870-1924)

- issu d'une famille de fonctionnaires et de la petite noblesse allemande, il fait des études secondaires
- idées de départ :
 - o volonté de destruction du régime tsariste
 - o rejet de l'action terroriste
- il se convertit au marxisme au début des années 1890 par la lecture de Marx et Engels et son engagement politique débute en 1893
- il est arrêté à plusieurs reprises et exilé en Sibérie mais dès 1900, il vit en exil
- dès 1900, il produit des textes de façon prolifique, souvent des textes de circonstance, contre quelque chose

Le Léninisme :

- exacerbation du marxisme, et d'abord du matérialisme d'Engels
 - exacerbation de l'appréhension du capitalisme, considérant qu'il est à son stade impérialiste
- Pour lui, impérialisme : concentration extrême et monopolisation des capitaux avec des surprofits permettant de corrompre une partie des ouvriers (" aristocratie ouvrière "), le tout accompagné d'une exacerbation du colonialisme
- Mais l'impérialisme jette les bases du socialisme et la guerre remet en cause les rapports de force entre les grandes puissances et ouvre la voie à la révolution
- exacerbation de la notion de prolétariat comme classe dirigeante
- car dans le léninisme, on trouve un aspect sautériologique du marxisme poussé à son extrême (dans le sens où l'on peut faire l'économie d'une révolution bourgeoise et passer directement à la révolution prolétarienne)

Lénine imagine ainsi une alliance avec la paysannerie pauvre de Russie

Mais il voit le prolétariat d'une façon particulière car pour lui :

- o il n'est pas spontanément révolutionnaire (à l'état naturel : devient réformiste)
- o il a besoin qu'on lui montre la voie extérieure du prolétariat (par l'intellos) grâce à son raisonnement personnel et à l'aide du parti

Lénine développe donc une théorie du parti révolutionnaire, théorie qui aura une grande influence. Pour lui, le parti :

- doit être armé de théories révolutionnaires
- doit être composé de révolutionnaires professionnels (= hommes déterminés)
- doit être organisé selon le principe du centralisme démocratique, c'est à dire que les décisions sont prises démocratiquement puis appliquées avec discipline par tous.

Mais cette conception se heurte à la conception social démocrate du parti, défendue par la social démocratie russe.

En juillet 1903, le 2ème congrès du POSDR voit une opposition entre les tendances mencheviks et bolcheviks.

En 1912, le congrès de Prague voit la séparation de ces 2 courants puis la création du parti bolchevik.

□□□□□ Les socialistes, le pouvoir, la révolution

A Stockholm, on lance un projet de conférence internationale (projet de Stockholm) sur l'initiative des pays neutres (Pays Bas, Scandinavie), rapidement rejoints par la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne.

Il y a un espoir de paix chez beaucoup de socialistes et de syndicalistes mais cette conférence s'avère être un échec en septembre 17 à cause de la non-délivrance de passeports aux délégations.

Les conséquences sont les suivantes :

- le principe d'Union Sacrée est entaché (par le refus des gouvernements d'octroyer des passeports pour se rendre à Stockholm)
- l'espoir de paix ne peut plus compter sur la résurgence de la 2ème Internationale
- le retentissement de la révolution russe en est rehaussé

Les révolutions russes :

- la Révolution de février (en mars 17) : renversement du tsarisme
- la Révolution d'octobre (début novembre 17) : prise de pouvoir des bolcheviks

Il y a alors un contexte de lassitude générale de la guerre en Europe (développement des mutineries), climat qui renforce les positions des minoritaires, qui deviennent d'ailleurs quelquefois majoritaires.

Réaction des socialistes

□□□□□ Chez les Alliés :

Les socialistes sont enthousiasmés par la révolution de février car leur ennemi était le tsar. Cela justifie donc la politique d'Union Sacrée.

Mais la révolution d'octobre les divise :

- les minoritaires sont pour car
 - o c'est la réalisation de ce que disait Lénine
 - o ils voient un modèle à suivre (voient dans les Soviets une nouvelle organisation politique)
- les majoritaires ne sont pas emballés car
 - o ils savent que les bolcheviks vont demander la paix et donc que l'effort de guerre allemand se tournera alors vers l'ouest, ce qui ferait craindre une défaite de la France
 - o voit le triomphe du bolchevisme et de ses méthodes antidémocratiques (confirmées par la dissolution de l'assemblée constituante en 1918)

Cependant :

- en GB : les pacifistes sont restés très minoritaires donc la révolution bolchevique est rejetée massivement par le Labour
- en France : les majoritaires sont affaiblis par l'attitude de Clemenceau (très jusqueboutiste, rejetant toute négociation)

Ainsi, en novembre 1917, les socialistes sortent du gouvernement, ce qui met fin à l'Union Sacrée.

Les minoritaires deviennent alors majoritaires dans le parti socialiste, lors du congrès de Paris, en octobre 1918.

Ce n'est pas pour autant une victoire du bolchevisme mais cela montre que le parti rejette le jusqueboutisme.

- en Italie : le bolchevisme a un grand écho dans le PS car
 - o le PSI, neutraliste, n'a jamais été très favorable à l'Union Sacrée.

Néanmoins, poussé par les socialistes français, il se rallie à l'interventionnisme.

Il existe tout de même une minorité très interventionniste, qui va rejoindre les nationalistes et les syndicalistes révolutionnaires, pour ensuite jeter les bases du fascisme.

- o La défaite de Caporetto pousse le PSI vers une position républicaine de défense nationale, notamment derrière Turati (leader du PSI).
La révolution d'octobre provoque donc l'enthousiasme de la majorité des socialistes.

□□□□□ Dans les empires centraux :

- en Autriche : fin 1917, la question nationale domine (sur le problème de la guerre)
Une partie des dirigeants rallient les thèses de Mittel Europa
mais le congrès de la social démocratie autrichienne d'octobre 1917 voit se constituer une minorité favorable à la dissolution de l'empire austro-hongrois, avec le développement de partis séparatistes.
- en Allemagne : on voit un double effet de la révolution d'octobre, qui :
 - o conforte les jusqueboutistes car la Russie s'effondre
 - o (mais) enthousiasme les révolutionnaires de l'aile gauche (socialistes, syndicalistes, ouvriers, marine, ...) qui se livrent à des mutineries, des manifestations, ...
 Les majoritaires sont renforcés et rentrent pour la 1ère fois dans un gouvernement, fin 1917.
L'aile gauche est débordée par les mouvements révolutionnaires de 1918 dans la flotte, et également à Munich.
En novembre 1918, c'est la révolution à Berlin, qui aboutit à la proclamation de la république le 9 novembre 1918.
On sent alors que la révolution est proche.

1. Le Komintern et la naissance des PC

□□□□□ La création de la 3ème Internationale (mars 1919)

Le Komintern est créé en mars 1919 car Lénine ne pensait pas que la révolution pouvait se faire dans un seul pays. Pour pouvoir aller vers cette révolution, il fallait une organisation du même type.

Le 24 janvier 1919 est publié un “ manifeste aux ouvriers de l'univers ” : c'est une invitation d'un quarantaine de partis ou syndicats à se rallier à la dictature du prolétariat.

Mais les délégués ne sont pas nombreux au Komintern.

Cette 3ème Internationale se crée hors des grandes organisations socialistes.

Le congrès dissout la CSI (voir page 26) et la conférence communiste internationale se constitue en 3ème Internationale et prend le nom de Komintern.

Le vote se fait à l'unanimité moins les voix spartakistes.

Parallèlement :

- en Bavière : création d'une “ république des soviets ”
 - à Budapest : idem
 - en Chine : mouvement du 4 mai (révolutionnaire)
- Donc la conjoncture est globalement favorable.

Au cours du 1er semestre 1920, 2 congrès se tiennent :

- le 2ème congrès de l'Internationale communiste (juillet - août 1920)
dans un contexte favorable (notamment avec l'avancée de l'Armée Rouge en Pologne)
Les conditions adoptées sont très strictes : ce sont les “ 21 conditions ”, imposées aux partis pour entrer dans la 3ème Internationale
Mais la conjoncture se renverse et le contexte d'application sera très différent.
- Congrès des peuples colonisés à Bakou (octobre 1920)
Lénine utilise le potentiel révolutionnaire des colonisés pour propager mondialement la révolution. C'est un succès même s'il suscite des réticences :
 - o chez les peuples colonisés, qui ont peur d'une manipulation
 - o dans les partis communistes en formation, car c'est une politique violemment anti-coloniale

□□□□□ Les scissions

Les questions de fond sont les suivantes :

- acceptation ou non des “ 21 conditions ”

Ce qui fait le plus reculer les socialistes, c'est l'aspect militarisé et l'aspect clandestin, aux antipodes de la tradition social démocrate européenne.

- savoir où va passer la ligne de fracture dans les PS européens car on y trouve souvent trois tendances :

- o ceux hostiles à l'adhésion (aile droite des PS), qui sont prêts à la rupture
- o ceux favorables coûte que coûte à l'adhésion
- o tendance au centre : souhaiteraient adopter les conditions et éviter la rupture

Lénine est pour la rupture avec le centre ce qui impliquerait une division dans les PS entre les “ hostiles ” et les “ centristes ” d'une part, et les “ favorables ” d'autre part.

On assiste donc à des scissions dans la plupart des PS :

- en GB : c'est un cas particulier car le Labour n'envisage même pas l'adhésion (en dehors de quelques groupuscules)

et même l'ILB (aile gauche) rejette les 21 conditions.

Le groupuscule favorable crée le PC de GB mais reste un groupuscule qui n'a d'influence que sur quelques syndicalistes et sur quelques intellectuels anti-conformistes.

- en Italie : on a 3 tendances :

- o une tendance hostile (dont Turati, Treves)
- o les communistes dont 1 groupe d'ouvriers et de syndicalistes (dirigé par Bordiga) et 1 groupe de turinois (autour de la revue Ordine Nuovo, groupe d'intellectuels avec Togliatti)
- o les communistes unitaires : partisans d'adhérer à la 3ème Internationale sans exclure les socialistes

En 1921, au congrès de Livourne, le PSI choisit la 3ème solution, ce qui provoque la scission des communistes et la formation d'un Parti Communiste.

- en Allemagne : le PC s'est formé avant même la création de la 3ème Internationale. C'est en fait la transformation du groupe Spartakus en Parti Communiste Allemand (KPD) en décembre 1918.

Le KPD adopte des positions radicales pour un PC.

Par ex., il amène les communistes à se soulever à Berlin le 4 janvier 1919, entraînant une forte répression de la part du gouvernement dirigé par les social démocrates (Ebert, Noske) : Noske permet l'entrée dans Berlin des “ Corps francs ” qui se livrent à une sévère répression, aboutissant à l'assassinat de Liebknecht et Luxemburg.

Conséquences :

- o le KPD est privé de ses leaders
- o la répression aura créé un très grand fossé entre social démocrates et communistes allemands
- o le SPD apparaît comme un parti de gouvernement par le centre allemand : il devient ainsi le 1er parti allemand aux élections puis perd peu à peu des voix
- o l'USPD (= ancien courant modéré du SPD, voir p. 27) décide de fusionner avec le KPD pour former le VKPD, qui sera néanmoins marqué par des crises internes

- en France : en décembre 1920, une majorité au sein du PS choisit d'adhérer à la 3ème Internationale lors du congrès de Tours. Cela aboutit à la création de la SFIC (Section Française de l'Internationale Communiste).

Les socialistes de l'aile droite et du centre conserve la SFIO même s'il forme désormais un groupe très minoritaire.

I. Les socialistes entre enclume et marteau

A. Les difficultés de l'Internationale socialiste

1. Divisions internes et controverses idéologiques

□□□□□ Les socialistes, l'exercice du pouvoir et ses suites

- en Allemagne : le SPD arrive au pouvoir grâce à la révolution de novembre 1918 mais en est écarté après les élections de 1920. Toutefois, il participe activement à la mise sur pied de la République de Weimar :
 - o constitution fédérale avec larges pouvoirs
 - o régime parlementaire, bicamériste : le Reichstag (élu tous les 4 ans) et le Reichrat (représentant des Landers)

- o république présidentielle avec Pdt élu pour 7 ans au S.U.D. avec de larges pouvoirs : dissolution, choix du chancelier (1er président = Friedrich Ebert)
- en GB : 1922 - 1935 = période instable car tripartisme
Jusqu'en 22, il y a bipartisme avec les conservateurs et les libéraux
Mais dès 22, le suffrage universel direct (et féminin) est instauré et le Labour gagne des voix et devient le 2ème parti derrière les conservateurs, mais devant les libéraux. Puis les libéraux disparaissent peu à peu.
En 1923, les travaillistes sont appelés au gouvernement par le Roi : Mc Donald devient Premier Ministre mais démissionne en 24. Les travaillistes seront de retour entre 1929 et 1931.
- en Scandinavie : le socialisme est caractérisé par :
 - o naissance assez tardive
 - o lutte pour l'obtention du suffrage universel (= alliance avec la bourgeoisie libérale)
 - o lien très fort avec les syndicats
 En 1920, c'est le 1er gouvernement socialiste en Suède. Idem au Danemark en 1924, puis en Norvège en 1928.

□□□□□ Les adaptations doctrinales du socialisme dans l'Entre deux guerres

Cette période est une période de fermentation qui aboutit à 3 nouveautés :

- le “ capitalisme organisé ” de Hilferding (autrichien)
Dès 1927, il développe cette théorie qui repose sur 3 points :
 - o constatation que l'entreprise peut se gérer scientifiquement
 - o la libre concurrence est dépassée
 - o l'Etat et l'économie s'interpénètrent et donc un Etat démocratique influencera l'économie
 Il tire de ces hypothèses deux conclusions :
 - o il faut aller vers une économie dirigée dans un Etat démocratique (= socialisme)
 - o l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat sont dépassées
 Cette théorie aura peu d'influence dans l'Entre deux guerres.
- “ l'austro-marxisme ” dans la social démocratie autrichienne (SPE)
Ce courant de pensée existait déjà en 1914 sur la question des nationalités mais il se renforce dans l'Entre deux guerres dans une partie du SPE, sous l'influence de Bauer.
C'est une voie moyenne. Héritier du marxisme dans le fait qu'il rejette le révisionnisme, ce courant conduit à penser que le sens de l'histoire est inéluctable et rejette l'idée d'une révolution violente ou celle de la dictature du prolétariat, même s'il reconnaît le mérite de la révolution russe.
Ce courant aura une influence en Italie et en Grande Bretagne.
- le “ planisme ” de Henri de Man
C'est un universitaire belge, membre d POB (Parti Ouvrier de Belgique). Il travaillera ensuite en Allemagne et participera à la social démocratie allemande.
Il développe ses idées dans “ Au-delà du marxisme ”. C'est une critique du marxisme (donc c'est du révisionnisme) surtout dans ses sources, grâce à des éléments socio-psychologiques. Il considère, à la différence de Marx, que la classe ouvrière s'est intégrée dans la société et s'est même rapprochée des “ classes moyennes ”. L'idéal révolutionnaires s'est ainsi transformé en idéal réformiste. Mais le problème est qu'elles sont attirées par le fascisme. Son objectif est donc d'essayer d'écarter les classes moyennes du fascisme.
Pour cela, il préconise de lutter contre les formes monopolistiques et donc d'aller vers une économie mixte dans le cadre d'une économie planifiée.
Dans cette optique, le socialisme est une continuation du christianisme et de l'humanisme bourgeois.
Ce courant a une influence dans le POB ainsi que dans les partis hollandais et suisse.
Dans les partis français, on en a 2 dérivés :
 - o les planistes purs (dont André Philip)
 - o les néo socialistes (dont Marcel Déat), qui dériveront vers la collaboration.
 D'ailleurs, De Mann dérive vers l'autoritaire et ne montrera aucun signe de résistance pendant la guerre.

1. Les avatars de l'Internationale socialiste

□□□□□ La crise de l'IS

L'IS est en crise à la suite de la révolution bolchevique et de la création du Komintern.

La crise se concrétise entre février 1919 et janvier 1920 au cours de congrès en Suisse.

On assiste à une relance de l'IS surtout par la “ droite ” (ex partisan de l'Union Sacrée) dont Albert Thomas, Henderson. Ils veulent :

- justifier la présence des socialistes dans l'Union Sacrée. Cette présence va permettre de peser sur les négociations de paix (alors que le congrès de Versailles a débuté) en faisant entrer la notion de droit dans les traités de paix.
- Faire avancer le progrès social (mouvement pour la journée de 8h, accordée dans plusieurs pays...) et œuvre pour la création d'organisations sociales internationales (création du Bureau International du Travail).

Il y aura 3 congrès de l'IS :

- congrès de Berne (février 1919) : c'est un échec au niveau de la représentations (des 26 pays).

Les discussions tournent autour de 2 points :

- o la question de la révolution bolchevique, avec une division de l'IS entre :

- une partie des délégués qui la condamne sans appel (Thomas, Kautsky, Branting)
- une partie (l'ancien centre) qui veut ménager la révolution bolchevique (Longuet, Adler)

La décision finale se rapprochera du premier courant puisque ce sera une condamnation sévère.

- o la question de la responsabilité de l'Allemagne (et son impérialisme) dans le déclenchement de la guerre : cette position est combattue par le SPD.

- Congrès de Lucerne (août 1919) et de Genève (juillet 1920)

A Genève, les traités de paix sont déjà connus : le congrès les condamne et demande leur révision.

Les socialistes condamnent les méthodes de terreur et de violence des bolcheviks.

Le SPD fait des concessions sur la responsabilité allemande.

Le congrès est encore dominé par la droite.

□□□□□ L'Internationale “ 2 ½ ”

L'Internationale de réunit à Vienne en mars 1921.

C'est une conférence sur l'initiative des centristes du socialisme européen (ceux qui ne condamnent pas la révolution bolchevique) parmi lesquels :

- une minorité de certains partis (Longuet dans la SFIO)
- les socialistes autrichiens (Adler)
- les indépendants allemands (USPD)
- les indépendants anglais (ILB)

Le but est de créer et travailler au rapprochement des points de vue entre la 2ème (socialiste) et la 3ème (communiste) Internationale.

Ce rapprochement a failli réussir à la conférence de Berlin en avril 1922, où des représentants des trois internationales se réunissent avec :

- pour la 2ème Internationale : Huysmans, Mc Donald
- pour la 2ème ½ Internationale : Longuet, Adler, Bauer, Faure
- pour la 3ème Internationale : Radek, Boukharine, Frossard, Rosmer, Bordiga

La conférence se base sur 2 questions :

- la protestation des socialistes sur la politique de noyautage des communistes, ces derniers ayant lancé le mot d'ordre de “ front unique du prolétariat ”
- la question des républiques créées dans l'ancien empire russe (Ukraine, Arménie, Géorgie) qui subissent les attaques de l'Armée Rouge, puis succombent et sont intégrées dans l'Union Soviétique.

Malgré ces difficultés, on prend la décision de créer un comité d'organisation entre les trois internationales. Mais de retour à Moscou après la conférence, les délégués de la 3ème Internationale se font désavouer par leur direction. C'est donc un échec du congrès car le projet de comité est abandonné.

□□□□□ La réunification : l'Internationale ouvrière socialiste (IOS)

L'association de la 2ème et de la 2ème 1/2 Internationale vont assurer le succès de la refondation de l'Internationale Socialiste.

En mai 1923 a lieu le Congrès de Hambourg où 600 délégués, représentant 6 millions d'adhérents, décident de se réorganiser en prévoyant :

- un congrès tous les 3 ans
- un organe exécutif dont Adler est nommé 1er secrétaire
- une fédération de partis autonomes

De plus, on décide de nouer des liens étroits avec l'internationale syndicale, créée en juillet 1919 à Amsterdam.

Les bases de la réunification sont des bases de gauche :

- condamnation des interventions des puissances (France, GB, Japon) en Russie
- condamnation des traités de paix et demande de révision
- soutien à la SDN (après hésitations) et aux efforts de désarmement

Les congrès suivants auront lieu à Marseille (1925), à Bruxelles (1928) et à Vienne (1931). De nouvelles questions y sont débattues, notamment concernant la nature du régime soviétique :

- l'expérience bolchevique est-elle une expérience socialiste ?
L'IOS décrète que oui, malgré l'absence de démocratie. Elle défend donc cette expérience, notamment en soutenant l'admission de l'URSS à la SDN.

- le régime va-t-il se démocratiser ?

Bauer pense que oui mais Kautsky pense le contraire.

Malgré tout, l'Internationale :

- continue de condamner la dictature et la terreur comme système
- condamne l'attitude de l'Internationale communiste dans son processus de bolchevisation
- condamne la tactique de l'Internationale communiste de "classe contre classe" (c'est à dire le fait de considérer les socialistes comme des partis bourgeois)
- condamne l'inéluabilité des théories léninistes

A. Les socialistes face au fascisme et au stalinisme

1. Difficulté à appréhender le phénomène fasciste

□□□□□ Une difficulté générale

Il existe différents types d'analyse du fascisme :

- le "fascisme parenthèse"

Développée par les libéraux italiens, cette analyse voit le fascisme comme une crise de conscience européenne après la guerre, avec l'idée qu'il ne durera pas.

- le fascisme comme réponse du grand capital à la crise du capital

Cette vision, adoptée par le Komintern, voit le fascisme comme l'ultime rempart des monopoles face à la crise et face "aux réussites du régime soviétique"

- le fascisme comme bonapartisme

Adoptée par Trotski, cette thèse est une nouvelle mouture du césarisme. D'ailleurs, le fascisme se développe surtout dans les "classes moyennes". Cette analyse rejoint la suivante.

- le fascisme comme expression des classes moyennes et notamment de la petite bourgeoisie
Les classes moyennes seraient en voie de paupérisation à cause de la guerre. En refus à cette paupérisation, elles se tourneraient vers le fascisme.

Cette analyse est développée par les milieux proches de la psychanalyse (école de Francfort). Elle est interprétée de façon sociologique mais aussi psychanalytique dans le sens où le

fascisme serait le révélateur d'une crise de la personnalité et le signe d'une frustration sexuelle.

- le fascisme comme équivalent du bolchevisme et élément du totalitarisme
Cette thèse est minoritaire et surtout développée après la GM2 et surtout par les anarchistes. Ils parlent de régime totalitaire en référence à l'Allemagne et à l'Italie.

□□□□□ L'IOS, le fascisme et le nazisme

L'IOS reprend toutes ces analyses (sauf l'aspect psychologique) mais celle qui domine est celle du Komintern, à savoir le fascisme comme avatar du grand capital.

En octobre 1921, Serrati parle de la “ dernière phase de la révolution bourgeoise ”. On retrouve la même idée chez Bauer.

Que faire alors du fascisme ?

Les socialistes n'ont pas vraiment senti l'urgence de combattre le fascisme même si des inquiétudes naissent dès 1924, avec l'affaire Matteotti.

Affaire Matteotti : enlèvement puis assassinat d'un socialiste italien par la police secrète de Mussolini. Cette affaire provoque un grand mouvement d'émotion.

Les années 1925, 1926 sont celles des lois fascistissimes.

Puis on assiste à la prise de pouvoir par Hitler qui agira comme un choc fatal.

En effet, en 1933, le SPD est interdit et ses biens sont confisqués. Ses dirigeants sont envoyés dans des camps de concentration.

En 1931, l'IOS prend position en faveur de mesures pour aider l'Allemagne économiquement afin qu'elle puisse résister au nazisme.

Mais le parti autrichien n'arrive pas à prendre position face au nazisme. Il hésite entre :

- s'allier avec le centre et la droite modérée contre le fascisme
- s'allier avec les communistes (même si les communistes ne voulaient pas de cette alliance)

1. Divisions puis rassemblement de la gauche face au fascisme

□□□□□ Le stalinisme face aux “ social-traîtres ” et aux “ social-fascistes ”

En janvier 1924, Lénine meurt après une période d'aphasie.

Mais dès 1922, Staline devient secrétaire du Parti Communiste Bolchevik.

De 1922 à 1929, on assiste à une lutte pour le pouvoir entre Staline d'un côté, Trotski et Boukharine de l'autre.

En 1929, Staline tient tous les leviers : il lance le “ grand tournant ”. C'est un virage vers un triptyque :

- collectivisation de l'agriculture
- grands plans quinquennaux
- développement de l'industrie lourde

Cela comprend aussi la mise à l'écart définitive de ses adversaires.

Staline transforme l'Internationale Socialiste (le Komintern) en une courroie de transmission entre le PCB et les PC d'autres pays. Mais les instances sont de moins en moins réunies.

Dès 1934, la répression stalinienne s'alourdit et atteint son paroxysme en 1937 : c'est la Grande Terreur. Cette répression s'exerce autant contre les vieux communistes que contre les adversaires du communisme.

En 1928, l'IS amorce un tournant qui repose sur l'idée qu'on est arrivé dans la 3ème période : celle de l'affrontement entre capitalisme et communisme, la lutte finale.

On assiste alors au développement dans l'Internationale d'un patriotisme soviétique, avec l'idée que le monde est divisé en 2 camps :

- l'URSS : le camp du progrès, camp autour duquel doivent se regrouper le prolétariat international et les peuples opprimés
- les puissances capitalistes dont le seul but est d'abattre l'URSS

On a ainsi la traduction politique suivante :

- le PC est le camp des “ bons ”

- les autres sont les “ méchants ”, y compris les socialistes car la social-démocratie, en voulant s'allier avec le centre, empêche la révolution prolétarienne.

En novembre 1931, le “ Rote Fahne ” (organe du KPD) érige le combat contre la social-démocratie comme objectif principal.

□□□□□L'écrasement des socialistes (et des communistes) dans les pays fascistes ou fascisant

- en Italie : interdiction du PSI en 1926
- en Allemagne : interdiction du SPD en juin 1933
- en Autriche ; développement d'un double mouvement fasciste :
 - o les nazis autrichiens (minoritaires)
Il est appuyé par le parti nazi allemand et est souvent anti-catholique. C'est le 1er courant fascistoïde.
 - o le courant fascisant traditionaliste (catholique)
Il est soutenu par la direction catholique, par Mussolini, par Horthy (Hongrie), et est doté d'une force paramilitaire.
En mai 1932, ce courant arrive dans les coulisses du pouvoir grâce au chancelier Dollfuss, qui s'appuie dessus.
En février 1934, les socialistes s'insurgent. Dès lors, la social-démocratie et les syndicats sont interdits.
Les socialistes autrichiens se divisent sur l'action à suivre : certains baissent les bras, d'autres s'exilent, et d'autres continuent le combat.
- en Espagne : la social-démocratie disparaît après la guerre civile

□□□□□Les politiques de Front populaire comme réponse au fascisme

Elles se mettent en place dès le milieu de l'année 1934 en raison des menaces réelles du fascisme, qui poussent au rapprochement des forces de gauche.

L'IS prend un nouveau virage en mai-juin 1934 car :

- échec de la politique “ classe contre classe ” qui a isolé les PC et donc les a fait régresser
 - violente répression contre les communistes d'Allemagne et d'Autriche
- Ce nouveau tournant est longuement négocié mais dès juin 1934, l'IS donne son accord au PCF de conclure un accord avec la SFIO.
- Ainsi, le 7ème congrès de l'Internationale communiste officialise la politique de Front populaire.

Plus précisément, il y aura 3 types d'alliance :

- le Front unique : PC + PS
- le Front populaire : PC + PS + Centre gauche
- le Front national : PC + PS + Centre gauche + Centre droite

Voyons 2 expériences de Front populaire en Europe :

- en Espagne

Les élections municipales de mai 1931 donnent une victoire à la gauche.

Alfonse XIII quitte l'Espagne sans abdiquer vraiment.

On instaure la République et le suffrage universel (même féminin). Ceci est accompagné de diverses mesures de laïcisation.

On assiste alors à une poussée de l'extrême droite avec la montée de groupes fascistes comme la Phalange.

En février 1936, on assiste à une victoire du Frente Popular (FP), qui regroupe des centristes de gauche appuyés (sans participation) par le PS et le PC.

En juillet 1936, une tentative de coup d'Etat de l'armée échoue et se transforme en guerre civile.

En septembre 1936 est créé le gouvernement Caballero : c'est un gouvernement de Front populaire avec des ministres de centre gauche, socialistes, communistes et même anarchistes.

Mais en 1939, c'est la défaite et l'interdiction de tous les partis sauf la Phalange.

C'est donc la disparition des PS et PC.

- en France :

Juin 1936 voit l'arrivée au pouvoir du gouvernement Blum à direction socialiste avec participation radicale mais simple soutien des communistes. Des mesures sociales et politiques importantes sont prises.

Mais on assiste à une désagrégation progressive car :

- o défection progressive des radicaux
- o divisions entre socialistes et communistes sur :
 - la pause dans les réformes sociales décrétée par Blum en 1937
 - la politique officielle de non-intervention en Espagne

Epilogue

Les socialistes européens se sont divisés face à la menace de guerre et face aux politiques des gouvernements européens ayant abouti à Munich.

Les socialistes européens ont été :

- munichois : grands partis, SFIO
- anti-munichois : SPD, PSI, communistes

Le pacte germano-soviétique a été l'élément de rupture radicale entre les socialistes et les communistes.

La guerre provoque des divisions : la majorité des socialistes sont opposés aux nazis

Ex : le Labour Party dès 1940

Mais il y a eu des minorités ambiguës parmi les socialistes, minorités qui ont souvent glissé vers la collaboration

Ex : Belgique, Danemark, France (Déat), Pays Bas

Leçon 4

Les socialistes en Europe depuis 1945

I. Socialisme, communisme, Etat Providence (1945 - 1980)

A. Les socialistes européens dans la Guerre Froide

1. La puissance du communisme mondial

□□□□□ Puissance de l'Union Soviétique

En 1945, l'URSS a un grand prestige en Europe et dans le monde. Elle a réussi à faire oublier le Pacte germano-soviétique car :

- grand sacrifice en hommes de l'Union Soviétique pour la résistance
 - grande popularité de Staline (dans le cadre du développement des démocraties populaires)
- Par ailleurs, l'URSS mène une politique " pacifiste " notamment avec l'appel de Stockholm.

□□□□□ Puissance de certains PC

On retrouve les mêmes éléments que pour l'URSS :

- ils ont fait oublier le pacte germano-soviétique par une grande résistance
 - leur programme économique et social (nationalisation, planification, protection sociale) correspond à l'air du temps
- Ils jouent la carte de l'union nationale (front national, gouvernement d'union nationale...).

Mais leur puissance est à nuancer. Il y a 3 cas en Europe :

- puissance et prédominance à gauche du PC surtout en France, Italie, Grèce

On a constitution d'une force qui dépasse le parti reposant sur le parti, les syndicats (CGT : 4,5 millions de membres), des organisations annexes (Secours Populaire...).

- paysage de faiblesse du PC surtout en Europe du Nord et du Nord Ouest
- o en GB : faiblesse congénitale du PC

- o en Allemagne : le SPD reste le parti dominant. Le DKP (communistes) ne représente que peu de voix et est interdit en 1956 (en RFA). En RDA, le PC est largement dominant.
- o En Scandinavie : idem sauf en Finlande (PC puissant car présence soviétique)
- dictatures fascistes, où PS et PC sont interdits
- o en Espagne : la phalange devient “ Le Mouvement ”
- o au Portugal : dans la dictature de Salazar
- o en Grèce

1. Les socialistes contre le communisme

□□□□□ Le choix de l'atlantisme

En Europe, on a souvent des gouvernements d'union tripartite (PC/PS/Centre), notamment en France, Italie, Belgique, Luxembourg.

Mars - Juin 1947 marque la rupture du tripartisme :

- pour des raisons intérieures (dissensions)
- sous la pression des USA (plan Marshall)

La fin du tripartisme est souvent provoquée par le PS

Ex : Ramadier en France, en juin 1947 en Italie, ...

Une nouvelle orientation se dessine alors : la troisième force.

C'est une alliance entre les socialistes et les centristes :

- contre la droite (RPF en France en 1947)
- contre les communistes

La troisième force devait conduire à une troisième voie (notamment défendue par les travaillistes anglais) entre les USA et l'URSS. Mais c'est un échec, notamment après le Coup de Prague (février 1948).

Les socialistes basculent alors vers l'atlantisme.

L'acceptation de la protection US se fait à la faveur du rejet progressif du soviétisme par les PC nationaux, étant donnée la situation dans les démocraties populaires.

Cette acceptation se fait par :

- l'acceptation du plan Marshall
 - l'acceptation de l'OTAN : traité signé en 1949 par 12 gouvernements européens (dont 7 dirigés par des socialistes) même s'il provoque plus de résistance que le plan Marshall
- Toutefois, quelques partis sont contre :

- PSI en Italie
- Un des 2 courants socialistes espagnol (en exil)
- SPD en Allemagne

Certains partis restent neutres (PC suédois et finlandais).

Mais on a progressivement l'acceptation générale des socialistes.

□□□□□ La reconstruction de l'Internationale

Les PS sont également puissants. Ils ont reconstruit :

- leur force militante
- leur force électorale : deviennent souvent les 1ers partis
- leur force de gouvernement : en 1945, 1946, 1947, ils sont massivement présents dans les gouvernements sauf en Allemagne, au Danemark et en Irlande

Les PS se réorganisent dans l'Internationale mais avec difficultés.

L'IOS existe toujours officiellement mais plus en pratique.

Depuis 1933 et l'effondrement du SPD, le parti travailliste était devenu la 1ère force de l'IOS. C'est le seul à exister encore en 1944. Mais le Labour voit d'un mauvais œil l'IOS car :

- le Labour prend des positions jusqueboutistes pendant la guerre (pas de pacifisme)
- le Labour met à l'écart les partis des pays ennemis de la GB (SPD, SPE, ...)

Après guerre sont organisés congrès et conférences de l'IOS, mais avec quelques problèmes :

- la présence du SPD et du SPE dans l'Internationale : le Labour s'y oppose jusqu'en novembre 1946

- les visions divergentes entre le Labour et les autres partis sur la 3ème force :
- o vision mondialiste : c'est la vision du Labour (qui est au pouvoir dès juillet 1945).
car le Labour croit encore à la puissance de la GB.
Il est favorable à la décolonisation mais dans le cadre du Commonwealth (sous forme de dominions).
Il est anti-soviétique car :
 - anti-communiste
 - l'URSS menace des intérêts britanniques surtout dans le Moyen Orient (Iran, Irak, Syrie)
 Enfin, le Labour est très réservé vis à vis de l'idée européenne (ex : rejet du plan Schumann en 1950)
- o vision européocentriste : c'est celle des partis belge, français et hollandais
mais le SPD est violemment hostile à l'Union Européenne, notamment à la CECA, dans laquelle il voit l'attitude française d'avant 1918.

La 1ère étape de la reconstruction sera la création en 1947 du COMISCO (Comité International des Conférences Socialistes), un lieu d'échange et de discussion.
Puis en 1949, on recrée un secrétariat permanent de l'Internationale Socialiste.
En juin 1951 a lieu le congrès de Francfort, lors duquel on reconstitue officiellement l'Internationale Socialiste.

Organisation :

Elle vit des cotisations de ses membres.

Elle est soutenue par les grands partis (Labour, SPD, Français, Autrichiens, Suédois).

En 1951, malgré une amorce d'internationalisation, l'IS reste dominée par les pays européens.

Mais un nouveau principe domine : le "1 parti = 1 voix".

Le congrès reste la base des décisions, édicte les règles d'adhésion, se réunit d'abord tous les ans puis tous les 3 ans.

L'organisation comprend plusieurs organismes :

- le conseil de l'IS : se réunit les années sans congrès
- le bureau de l'IS : 10 membres en 1951
- le secrétariat
- un président : jusqu'en 1957, c'est un anglais, Philips puis un danois puis un allemand)

Le programme s'appuie sur la charte de Francfort.

Il met l'accent sur la diversité idéologique des membres. On y trouve en effet des partis marxistes mais aussi des principes humanitaires, religieux, ...

Il met également l'accent sur la primauté de la démocratie (ou du socialisme démocratique) avec dénonciation du capitalisme.

Il y a quand même des doutes sur l'inéluctabilité de la mise en place du socialisme.

Il met enfin l'accent sur le refus d'alliance avec le PC.

A. Les socialistes européens face aux problèmes de gouvernement

1. Le rôle accru de l'Etat dans l'économie et la vie sociale

□□□□□ Les socialistes et l'Etat-Providence

En 1941, un des ministres travaillistes du cabinet de guerre de Churchill demande à Beveridge (libéral) un rapport sur la question sociale.

Ce dernier rend son rapport en 1942 et le complète en 1944 par un " mémoire sur le plein emploi dans une société politique (?) ”.

Le but du rapport est de lutter contre 5 fléaux :

- le besoin
- la maladie
- l'ignorance
- l'absence d'hygiène
- l'oisiveté forcée

Les moyens de lutter contre ces fléaux constituent le devoir social de l'Etat (Welfare State) :

- créer un système d'assurance sociale
- donner à chacun un minimum vital
- gratuité des soins médicaux et dentaires
- distribution d'aliments aux personnes vulnérables
- démocratiser le système d'enseignement

En 1943, le gouvernement se prononce en faveur de ce plan.

En 1944, le programme du Labour, “ Faisons face à l'avenir ”, incluse le plan Beveridge dans un cadre plus large, prévoyant également des nationalisations.

Ce programme assure la victoire des travaillistes aux élections de juillet 1945 et place au pouvoir le gouvernement Attlee, qui crée le NHS (National Health Service).

Le modèle qui est mis en place en France s'inspire largement du plan Beveridge.

On assiste également au développement de l'Etat providence dans les pays scandinaves.

□□□□□ Les nationalisations

Elles sont largement acceptées par l'opinion.

Pour les socialistes :

- elles sont une étape vers le socialisme
- elles doivent s'accompagner d'une démocratisation des services publics
- elles sont un instrument pour la reconstruction et la modernisation des économies

En GB : Attlee lance un vaste programme de nationalisations (1946-1949) touchant 20% de l'économie britannique.

Ex : Banque d'Angleterre, les Houillères, la sidérurgie, le gaz et l'électricité, les chemins de fer, les télécoms

Ces entreprises gardent cependant une large autonomie de gestion.

En France : On assiste à une vague de nationalisations basées sur :

- un principe économique : charbonnage, EDF GDF, banques
- un principe de sanction : Renault ...

En Autriche : vague de nationalisations

En Italie : poursuite de la politique de nationalisation du gouvernement fasciste

En Norvège : vague de nationalisations

Mais certains pays connaissent peu de nationalisations :

Ex : Suède, Benelux, All

En All : peu de nationalisations car :

- les socialistes sont dans l'opposition dès 1949
 - présence forte des USA, qui sont contre les nationalisations
- Toutefois, la social-démocratie allemande (Schumacher) avait défendu l'idée d'une socialisation de certaines industries, avec des revendications de cogestion.

□□□□□ Le keynésianisme des socialistes

Pour les socialistes, la planification doit aider à la reconstruction, à la lutte contre la pénurie. Mais ce ne sont pas des partisans doctrinaires de la planification.

Tous les socialistes européens sont keynésiens, même les gouvernements ne faisant pas de nationalisations. Ainsi, l'Etat doit participer à l'économie notamment par les impôts et les prix et doit stimuler la demande, au prix de tensions inflationnistes et d'un déséquilibre de la balance des paiements.

Les socialistes ont largement participé en Europe à l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale.

1. La construction européenne

□□□□□ Avant la création du marché commun

Certains partis sont farouchement opposés à la construction européenne :

- le Labour car :
 - o il vit encore sur l'idée de la grandeur britannique : il veut que la Grande Bretagne soit reconnue comme un partenaire privilégié des USA dans l'Alliance atlantique.
- Or le Labour est au pouvoir dès 1945.
 - o Il craint que l'adhésion de la GB lui lie les mains car les autres gouvernements en Europe sont soit des coalitions, soit conservateurs.
 - Le SPD dont le leader est Schumacher et même s'il compte des membres plus modérés (Willy Brandt, Reuter). Il s'y oppose car :
 - o La CECA est, pour lui, un instrument de la France pour limiter la renaissance de l'Allemagne
 - o La CECA concerne 6 pays dominés par les " 4 C " : conservatisme, capitalisme, cléricalisme, cartélisme
 - Les partis scandinaves et le parti italien

D'autres partis y sont favorables :

- les partis du Benelux, surtout la Belgique et le Luxembourg, et notamment Paul Henri Spaak (ministre belge)
- la SFIO dont le secrétaire général est Guy Mollet, car :
 - o c'est une poursuite de l'idée de la 3ème force : l'unification de l'Europe permettra de constituer un 3ème bloc, qui sera une puissance économique puis politique
 - o l'unification européenne permettra d'intégrer l'Allemagne ce qui mettra fin à son impérialisme
 - o cela permettra à la France de jouer un rôle international

Mais les positions vont se cristalliser autour de l'affaire de la CED.

La CED (Communauté Européenne de Défense) est créée en 1952 à partir du plan Pleven (1950), plan concernant le problème du réarmement allemand.

Les socialistes sont majoritairement pour ce projet : en mai 1954, il est approuvé par les militants socialistes au congrès du PS, qui impose alors une discipline de vote aux parlementaires socialistes. Or la majorité du parti socialiste vote contre à l'Assemblée. C'est un grave coup porté à la CEE.

En 1953 se tient un congrès de l'Internationale à Milan. On n'y prend pas de position sur l'Europe même si un comité européen est créé, présidé par Guy Mollet.

□□□□□ Après la création du marché commun

On assiste à un renversement de front chez les socialistes européens :

- dès 1956, la SFIO est accaparée par la guerre d'Algérie et est en proie à des divisions internes. Elle ne milite plus autant qu'avant pour l'Europe.
 - Le SPD va se rallier à la construction européenne car :
 - o Schumacher meurt en 1953
 - o La RFA a récupéré la Sarre
- Les autres partis sont toujours contre (Autriche, Suède, GB).

L'IS va évoluer.

De 1933 à la fin des années 1950, le Labour domine.

Mais dès les années 1960, c'est le SPD qui va prendre le leadership.

En 1964, les travaillistes reviennent au pouvoir en GB. Le Premier Ministre, Harold Wilson, demande l'adhésion de la GB en 1967.

Dès 1961, la SFIO reprend son militantisme européen.

Dès 1960, il existe une forte tendance au soutien de la construction européenne dans l'IS.

2. Destins divergents et révisions doctrinales dans les années 1950-1970

Destins divergents

- d'un point de vue militant :

o certains partis ont des difficultés de recrutement dans les années 1960

ex :

SFIO : atteint son plus bas niveau

Labour : stagnation après 1957

Parti hollandais : baisse continue de 1959 à 1977

SPD : baisse jusqu'en 1954 puis remontée

SPÖ (autrich.) : stagnation

(Sauf belges : progression)

o certains partis connaissent des scissions

PSI

SFIO : la guerre d'Algérie et la ralliement de Guy Mollet à la SFIO participent à la création du parti socialiste autonome qui va devenir le PSU (Parti Socialiste Unifié)

POB (belge) : devient le PSB (Parti Socialiste Belge) puis va se scinder en 2 sur des questions linguistiques (un parti wallon, le PS et un parti flamand, le SP

PSOE (esp.) : en exil, se divise en un PSOE de l'extérieur et un PSOE de l'intérieur

o Perte de l'influence sur les jeunes car :

Concurrence du PC (jeunesses communistes...)

Concurrence du gauchisme (surtout dans les années 1960), sous forme notamment du trotskisme, avec un phénomène d'entrisme (passage des socialistes vers le trotskisme) qui se développe dans les années 1960 car les jeunes communistes et socialistes sont alors en crise. D'ailleurs, la guerre du Viet Nam et la crise interne dans le mouvement communiste (division URSS/Chine) joueront un rôle moteur dans cette crise.

On note également l'influence de l'Ecole de Francfort.

En Allemagne, dès 1961, on assiste à une rupture dans le SPD de sa branche jeunesse.

- D'un point de vue électoral, on a 4 types de situations :

o Les partis sans grandes difficultés électorales : cette situation concerne la grande majorité des partis socialistes même si on trouve 2 sous-groupes :

Les partis entre 25 et 35% des suffrages exprimés : All., Belg., Finlande, Luxembourg, Suisse

Les partis entre 35 et 50% des suffrages exprimés : GB, Danemark, Suède

o Les partis qui voient leurs résultats baisser :

France : de 24% en 1946 à 12% en 1962

Italie

o Les partis qui étaient déjà très bas

Irlande : de 12% à 8%

o Les dictatures méditerranéennes où il n'y a pas d'élection

Espagne

Portugal

Grèce

- Du point de vue de l'exercice du pouvoir, on a 4 types de pays :

o Les pays où les socialistes sont presque constamment au pouvoir : Suède, Autriche

o Les pays où les socialistes sont souvent au pouvoir, soit en direction, soit en coalition (participations) : Danemark, Norvège, Finlande, Belgique

o Les pays où les socialistes sont au pouvoir de façon alternative :

GB : de 1945 à 1951, puis de 1964 à 1970

France : jusqu'en 1961, puis plus rien jusqu'en 1981

o Les pays où les socialistes sont rarement au pouvoir : Allemagne

De 1945 à 1973, il n'y a presque que dans les dictatures où les socialistes ne participent pas au pouvoir.

Les positions doctrinales

Les partis socialistes ont des points communs mais il existe aussi des différences entre les “ doctrinaires ” et les “ pragmatiques ”.

Les points communs :

- anti-communisme tant à l'intérieur (PC) qu'à l'extérieur (URSS)
- ralliement massif à la démocratie parlementaire
- volonté de développer les aspects sociaux (notamment l'Etat-providence)

Les différences se situent surtout entre les pragmatiques et les doctrinaires :

- les pragmatiques :
 - o Le Labour : a toujours été très pragmatique même s'il a quelquefois mis en avant des programmes sociaux
- ex : en 1978, il se bat pour la collectivisation des moyens de production, d'échange (dans la clause 4).

La défaite des travaillistes en 1951 exacerbe les divisions et plusieurs tendances apparaissent :

Tendance “ crypto-communiste ”, dans certains syndicats

Elle est renforcée par le pacifisme de certains travaillistes et exacerbée par le ralliement d'autres travaillistes à la guerre de Corée et à la création de la bombe H.

Tendance bevaniste : elle représente un danger car Bevan, ancien mineur, est très important chez les travaillistes. Il développe son opposition sur :

Volonté de réduire la dépendance vis à vis des USA

Volonté de réduire les dépenses militaires

Volonté d'établir un impôt sur le capital

Refus du réarmement allemand

C'est un vrai parti dans le parti et les représentants de cette tendance n'ont jamais été exclus.

la majorité du parti : qui campe sur ses positions et veut même aller plus loin

Le leader en 1960 est Gaitskell. Un congrès est organisé pour abolir la clause 4 de 1978 mais la parti refuse face à une coalition des autres tendances.

On ira même en 1960 jusqu'à adopter une résolution en faveur du désarmement nucléaire de la GB.

- o Le SPD : va encore plus loin dans le pragmatisme, inspiré par son leader d'alors, Bad Godesberg.

Le parti a une position particulière :

Depuis 1955, l'existence de la RDA cristallise l'anti-communisme du SPD

On assiste au “ miracle économique ” des années 1950 après la catastrophe de la fin des années 1940.

Déclin relatif dans les résultats électoraux des années 1950

Mort de Schumacher en 1953

Il existe une génération montante dans le SPD représentée par Erler, Willy Brandt.

En novembre 1959, lors du congrès de Bad Godesberg, on remplace le vieux programme de 1952 (très marxiste) par un nouveau programme élaboré par Erler :

renonciation au marxisme avec des références à l'éthique chrétienne, à l'humanisme, à la philosophie classique

rejet de l'anti-cléricalisme avec approbation de la collaboration avec l'Eglise

“ loyauté totale ” à l'égard de la loi fondamentale de la RFA et utilisation de moyens démocratiques pour la lutte

“ libre concurrence et libre initiative de l'entrepreneur ”, reconnaissant ainsi l'entreprise et abandonnant toute idée de nationalisation (sans pour autant abandonner le rôle de l'Etat)

dénonciation du communisme

volonté de faire du SPD le parti du peuple tout entier (et pas seulement des ouvriers)

- les “ doctrinaires ” : en Europe du Sud et surtout dans les dictatures

o PSI : seul PS à ne pas avoir rompu avec les communistes en 1947

o SFIO de Guy Mollet : inaugure un nouveau programme en 1962 qui tient compte des évolutions sociologiques et économiques mais qui réaffirme sa foi dans le socialisme et dans la nécessité de maîtriser l'économie.

Il affirme cependant une synthèse socialiste qui serait à la fois révolutionnaire et progressiste : le néo-guesdisme.

La SFIO revient sur son anti-communisme et se rapproche du PC au début des années 1960.

Mais elle connaît la concurrence :

Du PSU sur sa gauche

Du mendésisme sur sa droite

I. Les socialistes en Europe depuis les années 1980 : vers un social-libéralisme ?

A. Le renouveau des partis socialistes et de l'Internationale

1. Les “ nouveaux ” partis socialistes

La renaissance de certains partis socialistes en Europe occidentale

Elle se produit surtout en Europe méditerranéenne avec une refondation simultanée de certains PS, accompagnant la chute des dictatures :

- avril 74 : “ révolution des œillets ” : chute du régime de Salazar au Portugal
- 1974 : chute de la “ dictature des colonels ”
- 1975 : chute de Franco

Ces re-fondations sont fortement influencées par le PS français.

- France : le PS français est le 1er à se refonder.
En 1969, les congrès d'Alfortville et d'Issy-les-Moulineaux reconstruisent le parti : ainsi, la SFIO devient le Parti Socialiste.

En 1971, lors du congrès d'Epinay, François Mitterrand devient 1er secrétaire du PS.

- Portugal : depuis 1975, il existait une section de l'Internationale après sa refondation en 1973 dans la clandestinité par les dirigeants en exil dont Soares.

Cette section sera légalisée après la “ révolution des œillets ”.

- Espagne : le PSOE existe depuis 1879 et a continué d'exister après.

Il est ensuite refondé en 1974 au congrès de Suresnes en France et prend Felipe Gonzalez comme leader. Il sera légalisé en 1977.

- Grèce : Le 13 septembre 1974 est créé le PASOK (mouvement socialiste panhellénique) et son leader est Andreas Papandhréou.

Les points communs :

- tous ces partis ont leur leader charismatique, qui deviendra soit chef du gouvernement soit chef de l'Etat

- tous ces PS ont participé au pouvoir :

o Espagne : de 1982 à 1996

o Portugal : de façon discontinu même si le Président de la République a toujours été socialiste (Suarez puis Sampaio)

o Grèce : chaotique

- Ils ont participé à :

o Une renaissance démocratique (sauf en France)

o L'entrée dans la CEE

o La modernisation de leur pays

Ils ont tout de même fait face à des difficultés internes :

- rivalités de courant

ex : crise dans le PASOK en 1975-76

- rivalités de personne

ex : Mitterrand/Rocard en France, succession de Papandhréou en Grèce

- scandales financiers

ex : PASOK, PSOE...

La réapparition du socialisme démocratique à l'Est

Dans les années 1970, on assiste à un double mouvement dans les partis socialistes européens

:

- recul de l'anti-communisme (ex : Labour en GB, Brandt en Allemagne)
 - montée de l'anti-atlantisme (ex : Chevènement en France) car :
 - o tiers-mondisme prononcé dans les PS
 - o guerre du Vietnam
 - o crainte de voir l'Europe se transformer en champs de bataille entre USA et URSS
- ex : crise des Pershing

Dès 1956, le communisme perd de son caractère monolithique car :

- divergences et développement de l'idée d'un communisme multipolaire
ex : Chine/URSS
 - certains PC perdent de leur caractère obéissant vis à vis de Moscou
ex : PCF
- ce qui développe dans les années 1974-75 une période d'eurocommunisme (PCI, PCF) c'est à dire une tendance à un communisme moins soviétique
- dans les années 1980 : crise générale communiste, qui aboutit à des transformations (ex : PCI devient PDS) voire à des disparitions (ex : PC finlandais)

Parallèlement, on constate plusieurs phénomènes dans l'attitude des socialistes :

- approches plus mesurées des démocraties populaires
ex : Ostpolitik de Willy Brandt
- rapprochements lors d'échéances électorales
ex : en France et dans une moindre mesure, au Portugal et en Italie (où le PDS obtient l'adhésion à l'IS)
- succès du terme " social démocratie " dans les pays d'Europe centrale et orientale à la fin des années 1980

1. Le renouveau de l'Internationale

□□□□□ Le renforcement

Les causes sont :

- renouveau des partis socialistes
- disparition du communisme, qui a conforté les thèses de l'IS dans les domaines politique (prône la démocratie) et économique

Ce renforcement se manifeste de plusieurs façons :

- le congrès de Genève (1976) est le congrès du renouveau
- l'augmentation du nombre de membres de l'IS :
 - o fin des années 1960 : 30 organisations
 - o 1983 : 60 organisations
 - o aujourd'hui : 100 organisations
- dès 1976, des grandes personnalités sont nommées à la tête de l'IS
ex : Willy Brandt en 1976, puis Pierre Mauroy

□□□□□ Une " vraie " internationalisation

En 1999, sur les 100 membres, seuls 40 organisations sont européennes : plus de 20 viennent d'Amérique latine, une dizaine d'Afrique (francophone).

Elle se manifeste également par des prises de position, notamment au 21ème congrès, à Paris, avec une déclaration sur les défis de la mondialisation.

La résolution finale du congrès de 1999 tient compte des autres continents.

A. Questions d'aujourd'hui

1. La " troisième voie "

□□□□□ Les points de départ

Les différents points de départ sont :

- l'abandon du marxisme ou des thèmes collectivistes par beaucoup de PS :
- o le SPD est à l'avant garde. Il avance la notion de “ Neue Mitte ” (nouveau centre) sous l'impulsion de Gerhard Schröder, notion qui insiste sur la nécessité d'une coopération entre les différentes CSP.
Ainsi, Schröder conserve son électorat traditionnel et gagne les classes moyennes.
Cette notion de “ Neue Mitte ” est retenue par des intellectuels dont Meyer ou Hombach.
- o le PSOE (esp.) abandonne les références au marxisme en 1979, poussé par Felipe Gonzalez.
Il revient ainsi sur certaine position.
Ex : se rallie à l'OTAN
- o le Labour abandonne la clause 4 en 1995 lors d'un congrès extraordinaire sous l'impulsion de Tony Blair. Les nouveaux statuts contiennent les principes suivants :
 - une économie dynamique fondée sur l'entreprise privée
 - une démocratie ouverte
 - une société juste
 - un environnement sain
- les politiques menées par les socialistes européens depuis les années 1980. Ils se sont convertis à l'entreprise, à la privatisation de l'économie, aux politiques de rigueur
- les déclarations de Blair et Clinton en 1998 à l'université de New York. Ils lancent à cette occasion l'idée d'une “ internationale démocrate ” qui pourrait remplacer l'IS, et où les démocrates américains auraient leur place. Cette idée s'inspire de l'alliance de l'Olivier en Italie.
- Les ouvrages de Giddens, qui a été notamment le directeur de la London School.

Il publie plusieurs ouvrages sur la 3ème voie :

- o 1994 : “ Par delà la gauche et la droite ”
- o 1998 : “ La troisième voie ”

Il constate l'échec du projet socialiste dans sa forme marxiste et développe notamment les notions d'incertitude, de fin des idéologie.

Il propose un programme en 6 points :

- o réparer les solidarités endommagées
- o reconnaître la position centrale de la politique de la vie
- o concevoir une politique générative
- o entreprendre une démocratisation plus radicale
- o repenser l'Etat providence
- o affronter le rôle de la violence dans les affaires humaines

Ce serait donc les bases d'un 3ème voie entre le libéralisme et le socialisme mais surtout entre une nouvelle droite et une vieille gauche.

Tony Blair et Gerhard Schröder publie un manifeste après leur rencontre du 8 juin 1999. Ils font 3 constats :

- o le succès de la social-démocratie en Europe
- o les valeurs éternelles véhiculées par la social-démocratie :
 - “ équité et justice sociale ”
 - “ liberté et égalité des chances ”
 - “ solidarité et responsabilité envers autrui ”
- o l'enseignement des expériences :
 - confusion entre justice sociale et égalité des revenus
 - les expériences de justice sociale ont entraîné de fortes dépenses publiques
 - “ l'élargissement démesuré de l'intervention de l'Etat ”
 - “ les droits placés au-dessus des responsabilités ”

De tout cela, il ressort plusieurs objectifs :

- o s'adresser autant aux gagnants qu'aux perdants
- o permettre aux entreprises de prospérer
- o répondre à des exigences accrues en terme de flexibilité
- o concilier protection de l'environnement et marché
- o limiter impôts et dépenses publiques
- o adopter un régime de sécurité sociale

□□□□□ Réactions diverses

Ce manifeste a été publié juste avant les élections européennes de 1999.

A ce moment-là, l'Italie se rapprochait de l'Olivier.

Mais il a suscité beaucoup de réactions négatives :

- Allemagne et Grande-Bretagne : dans l'aile gauche des partis socialistes
- France : “ Nous restons des keynésiens modernes ” (Lionel Jospin)

2. Vers un socialisme européen ?

□□□□□ Problèmes concernant l'organisation

- crise du militantisme
 - o effritement du nombre d'adhérents dans les années 1970-80 même si l'on constate d'assez grosses différences :
 - érosion très forte en Europe du Nord (Scandinavie, Hollande) et surtout dans le Labour
 - érosion modérée en Allemagne, Autriche et Norvège
 - forte progression pour les partis refondés d'Europe méditerranéenne (Espagne, Grèce, Portugal)
 - o Le taux d'encadrement (rapport militants/électeurs) est resté stable ou a diminué, même s'il reste parfois supérieur à 10%, taux assez fort (Autriche, Suède).
 - o les militants sont moins actifs avec un poids croissant des personnalités charismatiques et un renforcement du rôle des élus
 - fin des “ partis ouvriers ” et de la “ classe ouvrière ”
 - o fin des partis ouvriers
- On assiste à une modification de la composition sociologique des partis. Ainsi, on trouve de moins en moins d'ouvriers chez les militants. Ce phénomène est assez ancien dans les partis du Sud mais il s'est accentué face à la concurrence des partis communistes et s'est poursuivi dans les années 1970-80.

Mais le phénomène touche également les partis socialistes d'Europe du Nord :

- SPD : 50% d'ouvriers dans les années 1960, seulement 20% aujourd'hui
 - Labour : ¼ de travailleurs manuels aujourd'hui
 - Suède : 80% d'ouvriers dans les années 1960, 49% aujourd'hui
 - o Fin des partis de la classe ouvrière
- On a progressivement une prédominance des valeurs des classes moyennes.
- dissociation avec les syndicats, car :
 - o recours à des politiques de rigueur
 - o le syndicat est devenu un interlocuteur comme les autres et n'est pas privilégié comme avant
 - o les syndicats perdaient des adhérents en collant trop au gouvernement
- Quelques exemples de ruptures en :
- o Europe du Sud :
 - Espagne : rupture entre le gouvernement socialiste et l'UGT en 1988
 - Grèce : rupture entre le PASOK et sa fédération syndicale à la fin des années 1980
 - Portugal : rupture entre le parti et son UGT
 - o Europe de l'Est
 - Allemagne
 - Suède en 1997
 - GB : la rupture s'annonce dès les années 1984-85 lors de la grande grève des mineurs.
- En 1993, la place des syndicats dans les mandats des congrès travaillistes est réduite.

□□□□□ Problèmes concernant l'action

Quelle Europe ?

Jusqu'au milieu des années 1980 (1983-85), les divisions au sujet de l'Europe restent fortes entre :

- les PS pro-européens : Benelux, SPD, PS français, Italiens

- les PS anti-européens : Scandinavie, Labour
- Mais depuis 1985, on assiste à un tournant dû à :
- une crise d'identité des socialistes européens, qui entraîne une poussée vers le projet européen
 - la modernisation économique, surtout des pays du Sud, qui est favorisée par la construction européenne
 - des défaites électorales, notamment des travaillistes
 - la nécessité de nouer des alliances avec les partis centristes européens
- On a même vu apparaître une organisation socialiste européenne, l'UPSCE (Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne), remplacée en 1992, par le PSE (Parti des Socialistes Européens). Ce dernier regroupe de nombreux partis socialistes dont 20 de l'Union Européenne, auxquels s'ajoutent ceux de Chypre, de Norvège, d'Europe centrale et orientale, et de la zone méditerranéenne.
- Le PSE a un rôle au niveau des ministres socialistes, des parlementaires nationaux, et des parlementaires européens. Il présente des manifestes lors des élections européennes.

Malgré tout, il reste des résistances vis à vis de la construction européenne, surtout de la part du Labour. Les socialistes européens ont du mal à présenter un projet commun, notamment sur le chapitre social.

Quel électorat ?

A la fin des années 1990, les partis socialistes européens représentent entre 24% et 45% en terme de poids électoral.

Et même si, dans certains pays comme l'Irlande ou la Suisse, ils représentent moins de 24% des voix, ils gardent la première place dans leur paysage politique respectif.

Przeworski et Sprague dénoncent le dilemme électoral de la social-démocratie, qui s'avère être un choix entre :

- une stratégie électorale ouvriériste, qui ferait peur aux classes moyennes, faisant ainsi fuir cette partie de l'électorat du parti
- et
- une stratégie inter-classiste, qui éloignerait, cette fois, les ouvriers.

Toutefois, ce dilemme reste assez théorique puisque, dans les années 1980, les partis socialistes y ont assez bien fait face. En effet, ils ont largement mordu sur les classes moyennes tout en conservant pas mal d'ouvriers.

Néanmoins, beaucoup d'ouvriers sont quand même partis :

- à droite : on a ainsi vu apparaître un électorat ouvrier conservateur (ex : GB)
- dans l'abstention
- vers des mouvements populistes (ex : FN)
- vers l'extrême gauche

Face au renforcement de la volatilité de l'électorat, les partis socialistes ont du mal à stabiliser le leur et cela représente un travail de chaque élection.

Conclusion

Pendant toutes ces années, les socialistes n'ont pas instauré le socialisme mais ont été les principaux artisans de l'édification de l'Etat providence.

Dans les années 1980, les partis socialistes ont amorcé un tournant vers des politiques plus réalistes, tenant compte beaucoup plus du marché.

Ce tournant pose la question de l'identité socialiste.

(séance 7 : 04/04/01)

Leçon 6

Le travaillisme dans les îles britanniques au XXème siècle

I. Le premier demi-siècle des travaillistes britanniques (1900-1945)

A. Les origines du travaillisme

1. Les origines lointaines

□□□□□ La naissance du travaillisme anglais

On trouve ses racines au Moyen Age, dans le 1er utopisme (celui de Thomas More), mais surtout dans les révolutions anglaises du 17ème siècle (surtout la 1ère révolution).

Il naît d'une double origine :

- une revendication sociale
qui apparaît avant la révolution industrielle, à cause du phénomène des enclosures, c'est à dire la transformation des campagnes britanniques en bocages dès le 15ème siècle et jusqu'au 18ème siècle, avec un apogée à la fin du 16ème siècle.
Cette revendication est ensuite relayée par la proto-industrialisation, puis par la révolution industrielle.
- une conviction religieuse
du “ dissent ” (les dissidents) et surtout des calvinistes.
Le “ dissent ” consiste à prendre position contre le conformisme de l'Eglise britannique. Il possède une dimension sociale et millénariste. Il est symbolisé par l'apparition de sectes protestantes notamment les quakers (fondées par Fox). Ces “ quakers ” développent une pratique de solidarité entre eux et vis à vis de l'extérieur.

Les révolutions anglaises jouent un grand rôle dans la naissance du travaillisme, et notamment la 1ère qui, dès 1640, oppose les partisans du Roi et les partisans du Parlement : c'est la “ Great Sedition ”.

Cette “ Great Sedition ” est le cadre du développement de mouvements en partie organisés : les Levellers et les Diggers. Ce sont tous deux des mouvements politico-socio-religieux, mouvements de réaction à ce qui se passe dans les campagnes. Leur dimension politique réside dans la défense de l'extension du suffrage :

- les Levellers : sont très actifs dans l'armée, celle de Cromwell.
Mais ils recrutent aussi chez les intellectuels parmi lesquels on trouve John Lilburne.
- les Diggers : sont plus radicaux (au sens social du terme) de par leur tradition issue de la jacquerie et sont donc moins proches des intellectuels.

Au 18ème siècle, les révolutions dans plusieurs pays ont un impact en GB :

- la révolution américaine : largement provoquée par :
 - o des différends entre le Parlement et les colons pour des raisons fiscales
 - o l'attitude despotique de George III

Le fond de la révolution se trouve dans l'hostilité au despotisme, partagée par les radicaux anglais, et notamment par Thomas Paine.

Thomas Paine est issu d'une famille de quakers. Il part aux USA et publie “ Le sens commun ”. Il participe à l'atmosphère de lutte pour l'indépendance.

En 1776, c'est la déclaration d'indépendance (mais pas encore l'indépendance). Elle a un impact important chez les radicaux anglais car elle représente :

- o l'affirmation des droits naturels (énoncés par Locke)
- o la dénonciation du despotisme de George III
- la Révolution française : a un double impact en GB :
 - o elle est majoritairement rejetée par l'opinion anglaise, et même par les libéraux, notamment Edmund Burke. Burke, avec son ouvrage “ Réflexion sur la Révolution de France ”, devient même le porte-parole de la contre révolution.

Les libéraux rejettent la Révolution française au nom de la révolution anglaise (1688-89) car :

- la Révolution française fait table rase du passé alors que la révolution anglaise est un retour au “ bon vieux temps ”.
- la Révolution française met en avant le rationalisme, l'abstraction, alors que la révolution anglaise privilégie le pragmatisme.
- o Elle recueille un sentiment favorable de la part d'une petite minorité, notamment chez une partie des libéraux parmi lesquels le Dr Price, Thomas Paine.

Thomas Paine défend la Révolution française dans “ Les droits de l'Homme ”, ouvrage écrit en réponse à Burke. Il vient en France et devient député à la Convention. Et malgré son vote contre la mort de Louis XVI, il échappera à la guillotine.

Le jacobinisme a eu une influence sur le radicalisme anglais. Mais ce dernier est marginalisé dès 1792 et jusqu'en 1815, à cause des guerres franco-anglaises et notamment les guerres napoléoniennes. Mais des organisations subsistent (ex : Société londonienne de la révolution)

Dès 1815, le radicalisme sort de son ghetto et rencontre les masses.

□□□□□ Syndicalisme et chartisme

- le syndicalisme :

Il est très précoce car les Unions se forment dès le début du 19ème siècle. Il se développe surtout parmi les ouvriers très qualifiés (“ skilled ”).

En 1824-25, on abolit les Combination Acts (lois interdisant la création de syndicats), ce qui permet un développement des syndicats.

Dans les années 1830 est créée une grande union nationale du travail, grâce à Robert Owen. Cette organisation va réunir jusqu'à 1 million de membres mais elle échoue sur le lancement d'une grève générale.

Dès lors, les ouvriers vont plus se tourner vers l'action politique.

- le mouvement chartiste :

Il naît de 2 facteurs :

o l'effacement du syndicalisme

o le caractère inique (injuste) du système électoral anglais : ce système est étroitement censitaire et correspond à la GB d'avant la révolution industrielle.

Ce mouvement se développe vers 1837 (jusqu'en 1848). C'est un mouvement essentiellement politique qui réclame :

o le suffrage universel masculin

o la création d'une indemnité parlementaire

o le vote secret

o un re-découpage des circonscriptions

Il se développe dans des manifestations mais s'effondre après une manifestations en 1848.

C'est alors la décomposition du mouvement et les ouvriers se tournent à nouveau vers le syndicalisme.

Les années 1850 sont donc une période de développement des syndicats puis de fédérations de syndicats.

Ainsi, en 1858, on assiste à la naissance du Trade Union Congress (TUC) qui est une confédération de syndicats. Le TUC a une action économique mais aussi politique. En effet, il essaie de peser sur les députés libéraux (naissance du mouvement des Lib-lab, les travaillistes s'appuyant sur les élus libéraux).

Dans les années 1880, le syndicalisme anglais est très puissant.

1. La formation du Labour Party

□□□□□ Le renouveau du syndicalisme

Un néo-syndicalisme apparaît dans les années 1880.

Il consiste en une critique de l'ancien dans le sens où ce dernier :

- s'occupe essentiellement et trop seulement des ouvriers qualifiés
- est favorable au libéralisme économique
- plaide pour une collaboration avec le patronat
- est très modéré politiquement

Le néo-syndicalisme apparaît car :

- la 2ème révolution industrielle développe surtout les emplois non-qualifiés (“ unskilled ”)
- la 2ème révolution s'accompagne de crises économiques, surtout dans les années 1883-88. On assiste à des grèves particulièrement dures, comme celle des dockers en 1889

Caractéristiques du néo-syndicalisme :

- il s'adresse surtout aux non-qualifiés
- il présente des revendications plus dures :
 - o journée de 8h
 - o salaire minimum
- il n'hésite pas à aller jusqu'à la grève, voire jusqu'à la violence
- il souhaite une représentation ouvrière au Parlement, indépendante des libéraux

Ce néo-syndicalisme se concrétise dans la création de nouveaux syndicats et dans la conquête des anciens.

Dans les années 1890, le néo-syndicalisme est majoritaire au sein du TUC.

□□□□□ Les “ sectes ” socialistes

Les “ Démocraties fraternelles ” sont la 1ère organisation socialiste. Elles ont été créées en 1845 par des chartistes qui publient des journaux s'adressant aux ouvriers dans une optique socialisante. Ce type d'organisation disparaît en 1852.

Elles donnent tout de même naissance à un comité international, qui, lui-même, donne naissance à une association internationale en 1856, qui sera à l'origine de l'AIT.

L'AIT a été mise en nourrice à Londres mais n'a pas connu un grand succès en GB.

Dans les années 1880 se développent des organisations radicales, souvent groupusculaires mais très actives (campagnes médiatiques). Parmi elles, on trouve :

- la société nationale laïque (National Secular Society) : elle s'oppose aux lois sur le blasphème
- la ligue d'émancipation du travail (Labour Emancipation League) : elle mène une campagne pour la propriété privée des moyens de production
- des mouvements féministes

Ces organisations ont toujours un aspect social car la question sociale intéresse les radicaux. Elles touchent surtout des intellectuels et des bourgeois.

Mais c'est dans les années 1880 et 1890 qu'apparaissent des organisations vraiment socialistes :

- la SDF (Social Democratic Federation) en 1881
Elle est créée par d'anciens membres de l'Internationale et son instigateur est Hyndman. C'est un bourgeois fortuné influencé par le marxisme, qu'il va vulgariser.
Cette organisation regroupe autour de lui des intellectuels parmi lesquels une des filles de Marx, William Morris, ...

Dès 1885 apparaissent des divisions dans la SDF à cause de :

- o l'autoritarisme de Hyndman
- o la compromission de Hyndman (notamment avec les conservateurs)

La SDF n'aura réussi à faire élire aucun de ses membres.

- la Socialist League, créée par la fille de Marx à la suite des divisions au sein de la SDF
- la Fabien Society (issu des Fabius) créée en 1884

Ce sont des sociétés de pensée, des intellectuels bourgeois. Les effectifs sont très limités (3000 membres en 1914) mais les membres sont des personnalités souvent influentes, parmi lesquelles les époux Webb, Bernard Shaw, H.G. Wells...

Ils se considèrent comme des éveilleurs de conscience. Ils ont des idées concrètes parmi lesquelles le socialisme administratif qu'on va appeler socialisme municipal, basé sur la socialisation de l'eau, du gaz, des transports.

□□□□□ Naissance du Labour

La 1ère initiative vient du mouvement syndical et surtout du mouvement néo-syndical, plus particulièrement de Keir Hardie, qui propose au TUC de créer un parti. C'est un échec.

Il crée alors le Scottish Labour Party, qui remporte un franc succès en Ecosse, avec un programme politique et social. Son 1er discours porte sur le droit au travail et son programme prône une législation du travail et une série de nationalisations.

En 1893, Hardie crée l'ILP (Independent Labour Party) qui s'implante dans l'Angleterre industrielle.

Les années 1890 sont le cadre d'une très forte action patronale, qui provoque un réflexe de défense chez les syndicalistes.

Ainsi, en 1900, est créé le LRC (Labour Representative Comity).

C'est une structure très légère avec 10 dirigeants dont 7 syndicalistes, parmi lesquels un membre de l'ILP, un de la SDF et un Fabien).

Son secrétaire est Ramsay Mc Donald.

Le LRC est un succès au début des années 1900 :

- succès militant : 861 000 membres en 1903
- succès électoral : 50 députés en 1906, dont la moitié venant du Lib-Lab (travailleurs élus grâce à des libéraux)

En 1906, les députés travaillistes fondent le Labour Party, très étroitement lié aux syndicats.

A. Le Labour comme alternative aux Tories

1. Difficultés et redressement

□□□□□ La crise du Labour à la veille de la Grande guerre

Le Labour n'est pas vraiment un parti structuré mais plutôt la représentation parlementaire d'une fédération d'organisations, toutes ces organisations gardant leur existence propre (Fabien, syndicats,...).

Par exemple, la SDF se transforme en BSP (British Socialist Party) et l'ILP existe toujours.

Le Labour n'a pas de vraie doctrine ni de programme, et même la brochure de Mc Donald dit qu'il est le " descendant héréditaire du parti libéral.

Le Labour est divisé :

- une partie se considère comme l'aile gauche du parti libéral (cf. brochure de Mc Donald), y compris certains non-LibLab
- l'aile gauche du Labour est plus attiré par le syndicalisme révolutionnaire à la française. Cette mouvance développe un syndicalisme révolutionnaire sous l'impulsion de Connolly Mann et de certains intellectuels se réclamant du Guild Socialism, vision dans laquelle la production est mise dans les mains d'organisations dirigées par les syndicats.

Cette aile gauche va être dépassée par l'activisme des ouvriers.

En effet, en 1904, on comptait 2 millions de syndiqués contre le double (4 millions) en 1913.

La période 1910-1913 est le cadre d'une vague de grèves.

□□□□□ Une réorganisation encore insuffisante

La réorganisation intervient en 1918 avec :

- un plan de recrutement : dès 1918, les candidatures individuelles sont acceptées
- des structures :
 - o création de sections locales sur la base des circonscriptions
 - o création d'une organisation centrale avec :
 - un conseil national exécutif
 - un conseil national mixte
- un programme : en novembre 1918, le Labour adopte un programme rédigé par Webb. Ce programme, modéré mais socialiste, a des revendications :
 - o sur des nationalisations
 - o sur une gestion démocratique et décentralisée des entreprises nationalisées
 - o sur le principe d'un minimum vital
 - o sur le développement des impôts directs

Lors des élections de 1918, 60 travaillistes sont élus.

Le contexte de révolution russe pousse une majorité de travaillistes à rejeter la 3ème Internationale, y compris l'ILP, qui rejette lui aussi les 21 conditions. Par ailleurs, le PC se voit refusé sa demande d'adhésion au Labour.

1. Les travaillistes au pouvoir

□□□□□ Les premiers cabinets travaillistes et leur échec

Les 1ers travaillistes participent au gouvernement d'Union sacrée, notamment Henderson dès 1915, même s'il se retire du gouvernement 3 ans après.

La période d'après guerre est une période d'instabilité avec :

- des problèmes économiques :
 - o crise de reconversion en 1921
 - o 1ers effets de la grande dépression dès 1929
- des mouvements sociaux très durs, avec notamment une grève générale en 1926, brisée par le gouvernement conservateur
- une instabilité politique :

Le tripartisme (conservateurs/libéraux/travaillistes) est de mise en GB jusqu'en 1931.

Entre 1918 et 1929, 6 gouvernements se succèdent autour de 5 élections générales.

Les travaillistes accèdent au gouvernement mais dans des conditions difficiles. Leurs résultats électoraux progressent à tel point qu'ils dépassent les libéraux en 1922, avec 142 sièges.

Quand ils accèdent au pouvoir, les travaillistes sont minoritaires en sièges. Mc Donald devient Premier Ministre mais doit donc s'appuyer souvent sur les libéraux.

Malgré tout, Mc Donald remporte plusieurs succès :

- le vote d'une loi sur la construction de logements sociaux (" Housing Act ")
- le plan Dawes
- la reconnaissance par le gouvernement britannique de l'Union soviétique avec, à la clé, des négociations commerciales

Il admet également des échecs :

- financier : le gouvernement s'attache à l'orthodoxie financière (pas encore keynésien), ce qui empêche les réformes de structure
- dans les libertés publiques : le gouvernement provoque une " affaire "
- électoral : l'échec final a lieu lors des élections de 1924

Il y aura un 2ème cabinet travailliste en 1929, toujours dirigé par Mc Donald et toujours sans majorité absolue donc obligé de s'appuyer sur les libéraux.

Mais, là encore, le contexte n'est pas optimal et le gouvernement travailliste est confronté de plein fouet à la crise économique.

Résultat : fin 1930, on compte 2,5 millions de chômeurs en GB.

De plus, Mc Donald ne fait pas le poids car il s'intéresse surtout à la politique étrangère. Or, pendant ce temps, Snowden, son ministre des finances commet une série d'erreurs.

En octobre 1931, les élections sont un désastre pour le Labour, qui améliorera sa situation électorale e 1935.

□□□□□ Les travaillistes avant et pendant la Seconde guerre mondiale

Le Labour se retrouve dans l'opposition dès 1935 mais c'est désormais le 2ème acteur du nouveau bipartisme anglais.

Il admet des divisions en son sein entre :

- son aile droite, qui a suivi Mc Donald en passant chez les conservateurs
- son aile gauche, avec l'ILP qui quitte le Labour

De plus, le parti communiste connaît, dans les années 1930, un regain de faveur chez les ouvriers et chez les intellectuels (parmi lesquels Laski) grâce :

- à la crise économique
- à la guerre d'Espagne : le PC est interventionniste alors que le Labour hésite sur l'attitude à adopter

Les périls intérieurs :

Il n'y a pas de mouvements fascistes très menaçants en GB.

Malgré tout, on assiste à la naissance des British Union Fascists, fondés par Mosley. Ils se lancent dans une campagne violente et autoritariste.

On note également que certains membres de l'Establishment sont perméables au fascisme.

Les périls extérieurs :

Dès 1933, on assiste à la montée des exigences hitlériennes.

Face à cela, le gouvernement conservateur de Chamberlain arrive au pouvoir en 1937 et mène une politique d'apaisement avec Hitler.

Les travaillistes anglais (à la différence des français) adoptent une politique de fermeté face à Hitler et manifeste, par exemple, un soutien à la Tchécoslovaquie et une opposition à la politique de Chamberlain.

Le 10 mai 1940, les travaillistes se rallient au gouvernement de coalition de Winston Churchill. C'est un échec cinglant pour Chamberlain.

Par ailleurs, le parti communiste est déconsidéré par le Pacte germano-soviétique.

Attlee, le leader travailliste, devient Premier Ministre “ adjoint ”.

Dans sa pratique du pouvoir, Churchill partage le pouvoir entre les affaires de guerre et l'intendance. Se concentrant sur le 1er aspect, il laisse en grande partie le soin de l'intendance aux travaillistes, et notamment à Attlee, Bevin, et Morris.

Ainsi, les travaillistes gagnent une vraie expérience des affaires et une certaine estime dans l'opinion publique.

De plus, l'action politique des travaillistes pendant la guerre a permis d'étendre le champ d'intervention de l'Etat et une mobilisation économique, avec l'aide des syndicats.

I. Les travaillistes et le pouvoir (1945-2001)

A. Les travaillistes créateurs de l'Etat-Providence

1. L'œuvre des cabinets travaillistes (1945-1951)

□□□□□ La naissance du Welfare State et l'influence du modèle travailliste

Les élections de juillet 1945 donnent la victoire aux travaillistes avec 48% des voix.

Les raisons de ce succès sont multiples :

- les anglais préfèrent une équipe au pouvoir plutôt qu'un pouvoir trop personnalisé à la Churchill
- les anglais se rappellent que les conservateurs soutenaient en partie Chamberlain
- les travaillistes ont montré une solide capacité de gestion
- les travaillistes sont assimilés aux réformes
- le parti travailliste a bénéficié de la campagne assez caricaturale de Churchill et de la gauche du Labour, concernant le programme travailliste.

Les électeurs voient donc le Labour comme un juste milieu entre ces 2 derniers.

Le cabinet travailliste comprend :

- Attlee comme Premier Ministre
- Bevin aux Affaires Etrangères
- Dalton aux Finances
- Cripps au Commerce
- Bevan à la Santé

Les origines du “ Welfare State ” :

L'expression est né d'un jeu de mot avec “ Warfare State ” (état belliciste) et entre dans le langage courant dans les années 1940.

Pendant longtemps, la tradition britannique était d'aider le moins possible les pauvres pour ne pas favoriser la feignantise.

Ex : Poor Laws (17ème s.) : lois contre les pauvres dont le but est de les contrôler
On voit quand même une esquisse de politique sociale au début du 20ème siècle.

Dans le “ Welfare State ”, l'Etat assume la responsabilité de la sécurité sociale et du bien-être des citoyens.

Dans une autre définition, on peut voir le “ Welfare State ” comme l'application des principes socialistes.

L'application du Welfare State se manifeste par :

- une loi sur les assurances sociales, qui rend obligatoire et générale cette assurance pour tous les résidents britanniques
- une loi créant le Service National de Santé (National Health Service), reposant sur :
 - o le principe d'universalité : soins gratuits pour tous
 - o le principe de nationalisation des hôpitaux

La mise en application officielle date du 5 juillet 1948.

L'Etat-Providence recouvre aussi le rôle économique de l'Etat avec, notamment, des nationalisations concernant :

- banque d'Angleterre
- Mines de charbon
- Transports (chemin de fer, aviation, voies d'eau,...)
- Electricité
- Mines de fer et sidérurgie

□□□□□ Les ombres au tableau

Les difficultés extérieures :

- Les problèmes posés par la décolonisation

Les travaillistes y sont favorables mais :

- o l'aile gauche la voit comme un “ solde de tout compte ”
- o d'autres la voient comme plus progressive, avec accompagnement

Mais ils ont du faire face à l'urgence.

La décolonisation s'est déroulée :

- o de façon plutôt positive : Birmanie, Ceylan
- o de façon plus difficile :

□□□□□ Inde : depuis la fin du 19ème siècle, on trouve le parti du Congrès (créé en 1882) mais depuis 1919, la lutte pour l'indépendance n'a jamais cessé car :

□□□□□ La décision anglaise d'enrôler d'office l'Inde dans la guerre a été très mal prise

□□□□□ Les divisions s'aggravent entre Indous et Musulmans

Les travaillistes adoptent un plan de partition de l'Inde que Mountbatten (dernier vice-roi des Indes) est chargé d'appliquer.

En 1947, la proclamation d'indépendance de l'Inde et du Pakistan donne lieu à des massacres et à des déplacements de populations.

□□□□□ Palestine : le gouvernement travailliste hérite du mandat britannique donné avant la guerre par la SDN mais il hésite à prendre parti pour les arabes ou pour les juifs.

Ces hésitations provoquent un mécontentement arabe et un terrorisme juif (ex : attentat de 1947 contre l'hôtel King David à Jérusalem).

Finalement, les anglais laissent le soin à l'ONU de régler le problème, avec un plan de partage, refusé par les arabes.

L'indépendance d'Israël est proclamée en mai 1948.

- Les débuts de la Guerre Froide

Les travaillistes veulent d'abord l'équilibre entre les blocs car :

- o l'opinion anglaise ne veut pas choisir
- o le travaillisme reste incompris par les USA

En 1947, Bevin déclare vouloir trouver une “ 3ème voie ” mais la GB va finalement se rallier à l'atlantisme à cause :

- o de l'attitude des russes au Moyen Orient
- o de l'intervention russe dans la guerre civile grecque

- o des interventions russes en Europe centrale et orientale
- Le gouvernement travailliste finit donc par se rallier à l'OTAN
- Le refus travailliste de négocier sur l'Europe, et notamment du plan Schuman

Les difficultés intérieures :

- La crise économique et sociale en 1948 car :
 - o Problèmes d'après-guerre
 - o Aléas climatiques, avec un hiver 1946-47 très rigoureux, un printemps inondé et un été très sec : d'où des difficultés agricoles
- La livre est alors dévaluée.
- Les problèmes politiques entre les travaillistes :
 - o entre dirigeants : notamment des rivalités personnelles (dont un courant qui voudrait remplacer Attlee par Bevin)
 - o montée de l'aile gauche : elle met en cause :
 - la politique extérieure jugée trop favorable aux USA
 - la politique d'austérité
 - la politique de soutien à Franco
- Ainsi, en 1946, on assiste à :
 - o une fronde du parti travailliste contre ses dirigeants
 - o une fronde parlementaire des travaillistes

(séance 8 : 18/04/01)

1. Le déclin des années 1950 à 1970

Echecs et désunion dans les années 1950

Les travaillistes, après avoir remporté les élections de 1945, perdent le pouvoir à celles de 1951.

Il faut noter, quand même, qu'ils ont atteint un sommet aux élections de 1950 avec un de leurs meilleurs scores en voix même s'ils perdent la majorité en siège au Parlement.

Plusieurs types de difficultés expliquent leur échec en 1951 :

- difficultés extérieures :
 - o 1950 marque le début de la guerre de Corée et le gouvernement travailliste prend position pour l'intervention de l'ONU.

Les conséquences en sont l'augmentation des dépenses militaires, l'allongement de la durée du service militaire,...

- o recul des intérêts britanniques au Moyen Orient avec notamment la nationalisation des pétroles iraniens, qui étaient un des fleurons britanniques
- difficultés intérieures :
 - o le coût de financement de l'Etat providence est supérieur aux prévisions donc augmentation des impôts
 - o divisions du parti travailliste :
 - sur querelles de personnes (car aucune personnalité ne s'impose) entre Attlee (Premier Ministre), Cripps, Bevin, Gaitskell, Morrison, Bevan
 - sur le problème de la guerre de Corée (aile gauche y est hostile)
 - sur les nationalisations (aile gauche est pour leur multiplication)

Toutes ces raisons expliquent l'échec électoral de 1951, même s'il se produit de justesse. Churchill revient au pouvoir et les travaillistes entament une cure d'opposition.

On voit que 1950 a marqué le sommet du travaillisme :

- en voix
 - en nombre d'adhérents : 900 000 en 1950 avec 6 millions de cotisants au total
- Puis c'est l'érosion progressive sans être le désastre.

Malgré tout, la cure d'opposition sera longue car :

- les conservateurs, une fois au pouvoir, ne vont pas remettre en cause l'Etat providence, ni même les nationalisations
- le parti travailliste attire moins les classes moyennes à cause de :
 - o la surenchère de l'aile gauche
 - o la hausse des impôts
 - o la guerre de Corée
- les divisions internes s'aggravent, aboutissant presque à la scission : Bevan et ses supporters, à la tête de l'aile gauche, se détachent peu à peu en prenant des positions de plus en plus en opposition avec le parti.

D'où l'émergence d'un parti dans le parti, qui obtient quelques succès :

- o abandon de la clause 4
- o vote d'une résolution en faveur du désarmement nucléaire

□□□□□ Les cabinets travaillistes des années 1960 et 1970

Trois cabinets travaillistes se succèdent de 1964 à 1979 :

- Harold Wilson (1er cabinet) (1964-1970)
- Harold Wilson (2ème cabinet) (1974-1976)
- James Callaghan (1976-1979)

C'est une période de profonde transformation du Royaume-Uni :

- vis à vis de l'extérieur :
 - o dès 1973-74, la GB est touchée par la crise économique mondiale :
 - hausse du chômage (1,3 millions en 1979) : touche surtout l'Angleterre industrielle traditionnelle (" l'Angleterre noire " connaît un désastre économique et social)
 - très forte inflation : 24% en 1974

Mais la crise valorise les ressources en hydrocarbure de la Mer du Nord.

- o la construction européenne : très mal acceptée par l'opinion, elle divise tous les partis (mais les travaillistes sont encore plus eurosceptiques que les conservateurs)

1er janvier 1973 : le RU entre dans la CEE (les travaillistes ne sont pas au pouvoir)

- o l'effacement du Commonwealth
- transformations internes :
 - o déclin démographique (" baby flop ") avec forte croissance de l'immigration, vieillissement de la population,...
 - o transformation des valeurs de la société britannique :
 - déclin du nombre d'ouvriers (or c'est un vivier des travaillistes) et montée des classes moyennes (+ quasi-disparition des agriculteurs)
 - arrivée d'un Establishment plus méritocratique
 - déclin des pratiques traditionnelles
 - réapparition de certaines valeurs :
 - mouvement féministe (très présent à la fin du 19ème s.)
 - série de lois :
 - o autorisation de l'avortement (1968)
 - o autorisation du divorce (1968)
 - o début de législation sur l'égalité des salaires hommes/femmes (1970)
 - début de la dépénalisation de l'homosexualité
 - début du swing...

- o aggravation de la crise irlandaise

La dégradation se manifeste par les 1ères émeutes catholiques et la répression de la force publique (protestants).

En 1969, le gouvernement Wilson met le doigt dans l'engrenage en envoyant les 1ères troupes britanniques pour séparer les 2 camps à Belfast

- o consensus mou entre la politique des travaillistes et celle des conservateurs

Etudions de plus près 2 aspects de la politique travailliste :

- la politique économique et sociale :
 - Les travaillistes sont pris entre 2 feux :
 - o la tradition keynésienne du travaillisme et la nécessité d'avoir le soutien des syndicats

et

- o les nécessités de politique économique dans un pays en crise

Ils essaient donc de concilier l'inconciliable :

- o au niveau économique : l'arme de la nationalisation pour les entreprises en crise
ex : British Leyland (automobile) en 1975
- o au niveau social : dans un contexte de grèves à répétition, ils mènent une politique de contrat social avec le TUC (Trade Union Congress) pour combattre l'inflation en limitant les hausses de salaires

Mais c'est un échec et le gouvernement se tourne vers une politique de rigueur.

Or, en 1977, le parti travailliste rejette cette politique de rigueur du gouvernement (travailliste lui aussi).

- la politique européenne (après 1973)

Les travaillistes voulaient une renégociation du traité d'adhésion de 1972.

En 1975, lors d'un sommet européen, Wilson obtient cette renégociation.

Mais les travaillistes sont loin d'obtenir ce qu'ils voulaient.

Ils obtiennent seulement 2 choses :

- o un mécanisme de correction budgétaire plus favorable à la GB
- o l'assurance d'un meilleur accès dans la CEE des produits du Commonwealth

Les travaillistes sont profondément divisés sur la politique européenne :

- o au sein du gouvernement : avis mitigé sur le résultat des renégociations
- o au sein du groupe parlementaire : l'appui des libéraux est nécessaire
- o au sein du parti : vote massif contre le résultat des renégociations

Malgré tout, ils trouvent une voie échappatoire dans le référendum de 1975 et la victoire du “ oui ”. Les clivages se trouvaient plutôt à l'intérieur des partis.

Cela aboutit aux 1ères élections de députés européens en 1979.

En mai 1979, la défaite des travaillistes marque l'accession au pouvoir de Margaret Thatcher.

A. Les travaillistes face au libéralisme

1. Une longue cure d'opposition

□□□□□ Face à la “ Dame de fer ”

Les années 1983, 1987 et 1992 sont des victoires électorales pour les conservateurs.

Le thatcherisme est une révolution conservatrice, appuyée par les libéraux et inspirée de Hayek, Friedman,...

Le thatcherisme en action, c'est :

- une politique économique néo-libérale :
 - o rupture avec le keynésianisme, au profit du monétarisme et des lois du marché
 - o privatisations massives (plus de 70 entreprises, soit plus de 10% du PNB), touchant également des logements (plus d'1 million de logements sociaux vendus)
 - o dérégulation massive
- une politique “ sociale ” dont le but est de favoriser la flexibilité de l'emploi et la baisse des coûts du travail :
 - o précarisation des emplois
 - o développement du secteur privé dans la Santé et dans l'Assurance
 - o action contre les syndicats

Entre 1980 et 1993, Thatcher a brisé le pouvoir syndical avec une série de 6 lois dont, notamment :

□□□□□ suppression des “ Closed Shops ” (= entreprises pour lesquelles il existe un monopole syndical)

□□□□□ encadrement du droit de grève

□□□□□ encouragement de la démocratie interne dans les syndicats (visait aile gauche des syndicats)

Ces lois entraînent de vives réactions chez les syndicats.

Ex : grève des mineurs pendant 1 an

Mais les effets de ces lois sont dévastateurs dans le monde syndical :

□□□□□ accélération de la chute des effectifs syndicaux : sous Thatcher, on passe de 12 à 7 millions d'adhérents, et d'un taux de syndicalisation de 55% à 30%

□□□□□ effondrement du nombre de “ journées perdues pour faits de grèves ” : on passe de 28 millions à 200 000 journées

- un renforcement de l'autorité de l'Etat :

o du Premier Ministre sur l'administration et sur les ministères (personnalisation du pouvoir)

o du gouvernement central sur le gouvernement local

- une politique étrangère visant à maintenir la présence britannique dans le monde :

o maintien des crédits de guerre

o maintien de la présence dans des conflits locaux :

□□□□□ guerre des Malouines

□□□□□ intervention en Irak

□□□□□ intervention en ex-Yougoslavie

o politique européenne marquée par la défense de “ l'égoïsme national ”

□□□□□ Les hésitations des travaillistes

On assiste à une succession très rapide de leaders à la tête du parti travailliste :

- James Callaghan

- Mike Foot

- Neil Kinnock (1983)

- John Smith

- Tony Blair (1994)

En 1981 se produit une scission au sein du parti provoquée par le virage à gauche pris à la suite de l'accession de Mike Foot au poste de leader.

L'aile droite se sépare donc du parti et forme le SDP (Social Democrat Party), qui négocie des alliances avec les libéraux. Ensemble, ils obtiennent presque ¼ des voix en 1983, si bien qu'ils décident de fusionner en 1988 et de former le Parti Libéral Démocrate (pesant à peu près 17% des voix).

Dès 1983, le Labour entame un recentrage avec l'arrivée de Kinnock à sa tête.

Ce recentrage se manifeste par :

- une prise de distance avec les syndicats, qui sera poursuivie par Smith

Ainsi, en 1993, on note une forte réduction du vote syndical dans le parti travailliste.

- une mise à l'écart de l'aile gauchiste

Le Congrès du parti de 1988 marque une défaite de l'aile gauche

- une acceptation par la majorité du parti :

o de l'engagement européen

o de l'économie de marché

o du rôle extérieur de la GB (notamment dans l'OTAN)

1. Le *New Labour*

□□□□□ La rénovation du parti et la *Third Way*

Tony Blair accède à la direction du parti à l'été 1994 et poursuit sa modernisation.

En avril 1995, le 1er coup d'éclat est l'abandon de la clause 4 (qui portait sur la socialisation des moyens de production).

Il entame alors un programme de rénovation du parti, notamment avec des actions en direction :

- des jeunes

- des femmes

- des classes moyennes

Les conséquences de cette rénovation ne se font pas attendre :

- le nombre de femmes parmi les députés du Labour passe de 57 en 1992 à 120 en 1997

- les députés du Labour sont désormais majoritairement issus de l'université

- l'âge moyen des députés baisse sensiblement
Blair opère également une personnalisation du leader du parti.
En 1997, le Labour change de nom : il devient le New Labour.

Tony Blair expose ses convictions dans “ New Britain : my vision of a young country ”, ouvrage dans lequel il insiste sur :

- la prééminence des valeurs chrétiennes, qui ont contribué à son rejet du marxisme, et par laquelle il affirme des fondements religieux
- une “ certaine idée de la GB ”, qui consiste à assumer l'héritage britannique. Il parle du “ Nouveau Royaume Uni ” en tant que nation qui partage des valeurs et des objectifs dirigés au service du plus grand nombre
- un réalisme, qui le pousse au refus “ des vaines promesses et de la poudre aux yeux ”

Il soutient donc l'idée de la Troisième Voie, issu de la réflexion de Giddens (voir chapitre précédent).

Sa concrétisation se fera à l'occasion de la signature du “ manifeste pour la 3ème voie ” en juin 1999, aux cotés de Gerhard Schröder.

□□□□□ Tony Blair est-il socialiste ?

L'idée de la “ 3ème voie ” a provoqué une floraison de réflexions et Blair a été très violemment attaqué.

Certains ont même qualifié sa politique de “ thatcherisme à visage humain ”.

Ce qu'on lui reproche :

- une résignation face au marché
- un euro-enthousiasme
- de ne pas avoir enrayer le déclin du service public
- d'avoir été un instrument de la City ou de l'étranger

Ce qu'on lui concède :

- des réalisations certaines dans le domaine social :
 - o aide au NHS (National Health Service)
 - o zones d'action sanitaire (= sorte de “ZEP de la santé”)
 - o introduction d'un salaire minimum national
 - o dotations supplémentaires à l'Education
 - o législation plus libérale sur l'immigration
 - o retour à l'aide de l'Etat
- dans le domaine fiscal : instauration d'un impôt sur la fortune pour aider les chômeurs
- une réforme constitutionnelle en faveur de l'Ecosse et du Pays de Galle
- le développement d'une politique d'accord en Irlande

Leçon 7

La social-démocratie allemande XIXème et XXème siècle

I. De la formation à la disparition (1863-1933)

A. La formation de la social-démocratie allemande

1. Les origines

□□□□□ Avant 1848

La prédication de Luther sera capitale : le luthéranisme aura une influence sur le Centre et l'Est du pays mais le Sud reste catholique.

C'est pour cela que la RFA sera beaucoup plus catholique.

Dans le courant protestant lui-même, le luthéranisme est dominant. C'est d'abord un phénomène de libération puis de conformisme.

On a une persistance des “luttres de classes” depuis le XVIème siècle jusqu'au XXème siècle. Cela débute notamment avec la guerre des paysans du XVIème siècle. Ce phénomène se poursuit avec la lutte des paysans contre le servage, puis avec l'apparition des ouvriers, qui sont, pendant longtemps, aussi des artisans.

Avant 1848, on assiste donc d'abord à l'apparition du mouvement libéral, ensuite celle du mouvement radical et enfin du socialisme.

- Le libéralisme

Dès 1720, il existe un pré-libéralisme auquel participe Christian Wolff (avec son ouvrage “Deutsch Politik”) en développant les idées de Locke.

C'est, avec Hoffmann, un partisan du libéralisme économique.

Dans les années 1760 apparaissent des sociétés libérales. Parmi celles-ci, on trouve l'Ordre des Illuminés, créé par Adam Aufklärung, très influencé par les idées de Rousseau et des Lumières.

Kant joue un rôle dans le pré-libéralisme en développant les idées :

- o de libertés individuelles
- o d'autonomie individuelle
- o de la loi comme fondement de la société
- o du régime représentatif

Il est en cela influencé par la Révolution Française, comme tout le mouvement libéral allemand, et plus particulièrement par 2 éléments de la Révolution :

- o la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789
- o le jacobinisme : des clubs jacobins se développent dans les années 1794-95 dans la zone occupée par l'armée française

On assiste à un recul du mouvement libéral dans la période napoléonienne car :

- o éveil de la nation allemande au début du 20ème s.
- o le libéralisme et le jacobinisme sont le parti de l'étranger

Le mouvement renaît après 1815, surtout dans la bourgeoisie.

On assiste alors à un développement du libéralisme derrière les idées de 1789 à savoir :

- o l'attachement au mode censitaire
- o la méfiance envers le parlementarisme

On peut noter dans ce développement le rôle des particularismes, une pénétration plus profonde dans le milieu protestant, et des caractères régionaux très marqués.

- Le mouvement radical

Il naît du libéralisme, au sein de la frange la plus démocratique de ce mouvement, et notamment chez les illuminés, les Jacobins, etc.

Il s'appuie sur les idées de 1789 mais aussi celles de 1793, et est influencé par Kant et par le romantisme.

Il se répand grâce à 3 types d'organisations :

- o sociétés de gymnastique, de chant
- o sociétés secrètes
- o associations d'étudiants

ex : grande fête de 1817 à Wartburg, où l'on célèbre l'anniversaire des 95 propositions de Luther (1517). C'est l'occasion de réclamer des constitutions

Dans les années 1820 se développe une solidarité internationale qui milite en faveur de :

- o l'indépendance de la Grèce
- o la défense des Polonais

La révolution de 1830 en France est un accélérateur en Allemagne. Des organisations sont créées comme l'Union de la Patrie (organisation nationale regroupant jusqu'à 5000 membres).

Après 1830, une répression est exercée sur le syndicalisme, d'où la création de 2 organisations en exil :

- o “ Jeune Allemagne ”
 - o “ Union Populaire Allemande ” : poursuivie par les autorités françaises, elle se transforme en “ Ligue des proscrits ”, de laquelle naît la “ Ligue des Justes ” (1ère organisation socialisante)
- Les débuts du socialisme
- o Chez les universitaires allemands : chez les hégéliens de gauche (ceux qui interprètent Hegel dans un sens révolutionnaire) parmi lesquels Feuerbach, Hess, Marx

Dès 1843, Marx est la personnalité montante des hégéliens de gauche, du courant radical-socialiste, puis du socialisme allemand

- o Dans des organisations, dont la 1ère est la “ Ligue des Justes ” (1837 à Paris).

Elle subit l'influence de Weitling, un artisan tailleur très influencé par le socialisme français, teinté de christianisme. Il défend la propriété collective, l'égalité.

Dès 1846, Marx permet une osmose entre les hégéliens de gauche et les justes.

Cette même année, Marx et Engels créent le Bureau de Correspondance Communiste, qui, en 1847, se fond dans la “ Ligue des Justes ”, pour donner naissance à la “ Ligue des communistes ”.

1847 marque donc la naissance du socialisme allemand.

□□□□□1848 et ses suites

La révolution de 1848 en Allemagne donne naissance à des organisations semblables à des partis et qui se forment à 3 niveaux :

- au niveau parlementaire : dès mai 1848, c'est la réunion du Parlement de Francfort où apparaissent des groupes parlementaires dont certains sont radicaux
- au niveau des associations politiques : grande floraison qui se manifeste surtout par des pétitions
- au niveau des associations ouvrières et socialistes : les ouvriers se sentent mal représentés à Francfort, d'où la création d'organisations de type professionnel (amorces de syndicats) qui deviennent quelquefois des confédérations.

Ces organisations ont plus de succès que les organisations politiques et, notamment, plus que les communistes.

Après 1848, les années 1849 à 1859 marquent une période de réaction, avec notamment la dissolution du Parlement de Francfort.

Dès les années 1860, on assiste à une progressive libéralisation des institutions allemandes.

Ex : développement du suffrage

C'est dans les années 1860 et 1870 que vont se former les organisations.

1. La formation

□□□□□Les premiers partis “ socialistes ” allemands

En 1863, deux organisations se créent :

- l'Association Générale des Travailleurs Allemands (ADA) à Leipzig
C'est une formation à tendance Lassallienne.
Lassalle (1825-1864) est un des fondateurs du socialisme allemand, influencé par Hegel, Fichte, List. Il fonde sa théorie :
- o sur l'économie : c'est l'auteur de la loi d'Erin sur les salaires et sa théorie proche de celle de Marx
- o sur une vue de politique générale (proche de Marx) fondée notamment sur l'unification allemande

Il entame une correspondance avec Bismarck et aura une influence sur la législation sociale de ce dernier.

L'ADA est un parti des ouvriers (donc de classe) mais a aussi des revendications politiques dont le suffrage universel ou le vote par tête.

Il possède une organisation décentralisée dont le chef est Lassalle.

Ses positions s'opposent à l'organisation suivante.

- L'Union des Associations de Travailleurs Allemands (VDA), créée par Liebknecht et Bebel. C'est un parti attaché aux valeurs de 1848, donc pas encore séparé du libéralisme. Il est axé sur la région de Saxe, et attaché à une organisation non-autoritaire et décentralisée. Dès 1868, il se radicalise. Il adhère à la 1ère Internationale, ce qui fait fuir les libéraux. La VDA devient alors le SDAP

En 1869, on assiste au rapprochement entre l'ADA et la VDA (devenue le SDAP).
Ce rapprochement donne naissance au SAPD en 1875.

□□□□□ La naissance du Parti social-démocrate et la période de persécution

Le programme de Gotha mêle des aspects lassalliens et marxistes.

Le SAPD connaît quelques succès, notamment électoraux.

Dès 1875, le socialisme s'enracine en Allemagne, avant de connaître une période de persécution de 1878 à 1890.

Les raisons de cette persécution :

- Bismarck a peur de la révolution
 - Bismarck est obnubilé par l'unité allemande (or la social-démocratie est une atteinte à l'unité)
- Ces 2 raisons motiveront la loi antisocialiste, conçue au départ pour 2 ans mais reconduite jusqu'en 1890, édictant :
- l'interdiction de toute organisation socialiste
 - l'interdiction de la presse socialiste
 - l'interdiction des manifestations publiques socialistes
- Cependant, les socialistes gardent l'autorisation de siéger au Reichstag.

Par ailleurs, Bismarck fait adopter un certain nombre de lois sociales pour couper l'herbe sous le pied des socialistes, qui mène désormais une vie semi-clandestine en raison de l'application de la loi.

Les réactions :

- l'exil
- le parti continue à tenir des congrès mais à l'étranger
- le parti met sur pied des organisations clandestines pour diffuser des journaux en Allemagne
- le parti met en place des associations de gymnastique et de chant (les associations socialistes clandestines)

La destitution de Bismarck en 1890 marque la fin de la persécution.

Guillaume II se heurte à Bismarck car :

- il pense que Bismarck lui fait de l'ombre
- il voulait mener une politique mondiale

La destitution de Bismarck fait entrer l'Allemagne dans la période guillauminienne dès 1890 et jusqu'en 1914.

Les lois antisocialistes sont alors abolies.

En 1890, le parti prend le nom de SPD (Parti Social-démocrate d'Allemagne).

En 1891, il adopte le programme d'Enfurt, rédigé par Karl Kautsky. Ce programme, plus radical et plus marxiste, fait disparaître l'influence lassallienne.

On note l'apparition d'expressions marxistes :

- dictature du prolétariat
- socialisation des moyens de production ...

Ce programme définit des buts précis :

- politiques :
 - o suffrage universel total
 - o pratique du référendum
- sociaux :
 - o semaine anglaise (avec un week-end de 2 jours)

- o interdiction du travail avant 14 ans
- o élection des comités des caisses d'assurance

A. Acmé, crises et disparition

1. Le parti “ modèle ”

□□□□□□ Le “ bon élève ” du socialisme européen

Le SPD devient le 1er parti allemand entre 1890 et 1914 :

- en nombre d'adhérents : 1,7 millions d'adhérents en 1912
- en nombre de voix : 35% des voix, 110 sièges en 1912 (mais pas de majorité absolue)

Mais sa répartition géographique en Allemagne est inégale :

- zones favorables : zones ouvrières, urbaines, industrielles et dans les zones plutôt protestantes que catholiques
- zones réfractaires : zones rurales (ex : Prusse, Bavière)

On assiste à la création d'une véritable contre-société social-démocrate grâce :

- aux syndicats : majoritairement proches des social-démocrates
- aux coopératives
- aux diverses associations : jeunesses, femmes, écoles, société de gymnastique, de chant, de théâtre, ...

Par ailleurs, le SPD domine l'Internationale socialiste :

- par le nombre de députés
- par sa force doctrinale, soutenue par Kautsky, Bernstein, Bauer, Luxembourg, c'est à dire l'essentiel des grands penseurs de l'Internationale

Dès 1889 (renaissance de l'Internationale), le SPD se fait plébisciter par l'Internationale et va l'influencer, notamment dans sa condamnation du révisionnisme.

Malgré tout, le SPD connaît quelques problèmes.

(séance 9 : 25/04/01)

□□□□□□ Les divisions politiques

Plusieurs problèmes émergent au sein du parti :

- la bureaucratisation du parti

Entre 1890 et 1914 se met en place une caste de fonctionnaires du parti au sein des organisations politiques, syndicats, coopératives, ... On arrive ainsi à près de 4000 fonctionnaires au sein du parti (contre 30 permanents au parti socialiste français par exemple). Au départ, ce sont des autodidactes mais rapidement ce seront des diplômés, qui vont former un groupe aux intérêts propres.

Ce phénomène est observé, dès cette époque, notamment par Robert(o) Michels.

Dans son ouvrage, il énonce cette loi tendancielle vers l'oligarchie avec un double aspect :

- o tendance de la direction à devenir autoritaire
- o tendance des militants de base à se laisser manœuvrer

Cette loi montre une tendance bonapartiste des organisations. Mais on peut faire la distinction entre oligarchie ouverte et fermée, selon s'il est facile ou pas d'accéder à la direction. Le SPD est, d'après lui, une oligarchie ouverte.

De même il dit qu'il y a toujours un courant qui critique cette tendance à l'intérieur de l'organisation, mais ces réformateurs reproduisent à leur tour cette tendance une fois à la direction.

C'est un phénomène étudié également par Max Weber (qui meurt en 1922), qui préconise d'adapter le modèle oligarchique.

Cette bureaucratisation va favoriser le centre et la droite du parti.

- crise révisionniste

Le révisionnisme se développe dès 1899 avec la publication de l'ouvrage de Bernstein. Mais les 1ères tendances révisionnistes sont présentes dès 1891 chez Vollman (député bavarois du SPD), qui développe l'idée qu'il faut sortir de l'opposition systématique au régime allemand. Il se tourne alors vers les ouvriers et les petits paysans.

Mais le révisionnisme, c'est surtout Bernstein. Il est proche d'Engels (ce qui lui donne son prestige) et subit l'influence du travaillisme anglais (notamment des Fabiens). A la mort d'Engels, il ressent une levée d'inhibition et développe ses idées révisionnistes.

En 1899, dans sa brochure " Les prémisses du socialisme ", il développe les thèses suivantes :

- o il rejette la thèse selon laquelle la marxisme va à la catastrophe car selon lui, l'évolution économique dément ce catastrophisme, les crises économiques étant de moins en moins dures
- o la lutte des classes s'atténue car :

- la classe ouvrière n'est pas révolutionnaire dans sa totalité

- les classes moyennes se développent

- o la remise en cause du concept de " dictature du prolétariat ", vision blanquiste du pouvoir : il préfère défendre la démocratie, le suffrage universel. Il préfère l'évolution à la révolution

- o la remise en cause de la théorie marxiste de la plus-value

Il procède donc à une révision des idées marxistes.

Ce mouvement révisionniste est très combattu dans la social-démocratie allemande par :

- o l'orthodoxie (Kautsky)

- o l'aile gauche (Liebknecht, Luxembourg)

En 1894, le congrès de Hanovre du SPD condamne ces thèses, qui le seront également lors d'autres congrès, ainsi qu'à l'Internationale.

Cependant, malgré ces condamnations :

- o Bernstein n'a jamais été exclu du SPD

- o Le révisionnisme sera appliqué dans la pratique (même s'il est décrié en théorie)

- la question nationale

Cette question est présente dans le parti avant même qu'il n'existe en tant que SPD. Elle est notamment présente avant la réunification de 1875 dans le lavalisme.

Même chez les marxistes, on trouve des fibres nationales liées à leur germanophilie, leur slavophobie. On retrouve également cet aspect chez Liebknecht (père).

Quelques éléments avant 1914 posent ce problème, notamment la Weltpolitik de Guillaume II, qui prend :

- o un aspect colonial

- o un aspect maritime (il veut développer une marine allemande)

Cette Weltpolitik sera à l'origine :

- o des rivalités franco-allemandes au sujet du Maroc

- o de la révolte du sud-ouest africain (actuelle Namibie) en 1907, dont la répression par l'Allemagne fera perdre des voix au SPD, jugé responsable

Sur ces sujets, une discussion se développe au sein du parti :

- o à droite : les révisionnistes (dont Bernstein) admettent un droit à la colonisation, qui permet, selon eux, de faire accéder des peuples à la civilisation.

Cependant, ils demeurent :

- pacifistes

- anglophile (Bernstein admire le système anglais)

Mais les révisionnistes sont dépassés à leur droite par un groupe dont les membres se disent " socialistes impérialistes ". Ce groupe développe une théorie des compensations : ils acceptent de négocier avec le Kaiser mais veulent en retour la satisfaction des revendications ouvrières

- o au centre : Kautsky

Il conserve ses positions traditionnelles, selon lesquelles l'impérialisme et le patriotisme sont liés au capitalisme.

Il défend l'idée d'une solidarité internationale de classe mais considère qu'un peuple doit pouvoir se défendre, mettant ainsi en avant l'idée de milices

- o à gauche :

- les modérés (Haase, Ledebour) : ils sont pacifistes et dénoncent un risque de guerre dans l'impérialisme

- l'extrême gauche (Liebknecht, Luxembourg) : ils dénoncent l'impérialisme inhérent au capitalisme mais eux souhaitent une propagande anti-militariste dirigée vers la jeunesse. Ces

revendications restent toutefois dans la limite, sachant que le peuple allemand n'est pas profondément anti-militariste

Entre 1905 et 1914, la discussion sur la question nationale est très présente dans la vie politique allemande et les divisions au sein du SPD vont être accentuées par la guerre.

2. De l'exercice du pouvoir à l'interdiction

□□□□□ Les débuts de la République de Weimar

Le SPD se rallie dès juillet 1914 aux crédits de guerre, même s'il est alors dans l'opposition.

Le 1er août, c'est la déclaration de guerre.

La majorité du parti se tourne vers la politique de “ paix civile ” (= union sacrée).

Néanmoins, on trouve 2 types d'opposition :

- dans l'extrême gauche : les spartakistes

Le spartakisme est créé début 1915 (Liebknecht refuse les crédits de guerre fin 1914). Au début de 1915, Liebknecht, Luxemburg, et d'autres créent la revue “ Die Internationale ”. Dès 1916, ils publient des lettres politiques signées “ Spartakus ” (anonyme).

Le mouvement d'opposition va se cristalliser autour de ce mouvement

- chez les modérés (centriste dans la gauche) : Haase, Ledebour, et même Kautsky, Bernstein, créent un groupe de travail, qui est aussitôt exclu du SPD.

En janvier 1917, ils créent l'USPD (Parti Socialiste Démocrate Indépendant d'Allemagne), dont les membres sont appelés les “ indépendants ”.

Ainsi, en 1918, au moment de la révolution allemande, le parti est divisé en 3 : à côté du parti classique, on trouve, d'une part les spartakistes, et d'autre part, l'USPD.

- La SPD se retrouve au gouvernement du fait de la révolution allemande.

A l'automne 1918, on assiste à des grèves, des mutineries, des mouvements révolutionnaires (notamment à Munich) : tout pousse à la révolution berlinoise.

Ce mouvement de révolte provoque le départ de Guillaume II.

Le 9 novembre 1918, la république est proclamée au balcon du Reichstag.

Le SPD profite donc de ces mouvements pour proclamer la république, et arrive donc au pouvoir sur un “ malentendu ”.

Le KPD, parti communiste allemand, est créé en décembre 1918, après la transformation du mouvement spartakiste. Il adopte des positions très radicales, allant vers la création d'une république des soviets

La double ligne SPD / KPD provoque une vraie guerre civile : le SPD laisse entrer les Corps Francs (de droite) à Berlin et ces derniers vont exercer une très forte répression à l'encontre des communistes.

Cette crise aura créé un large fossé entre socialistes et communistes.

Par ailleurs, le SPD va se créer une image de gouvernant, ce qui lui apporte des voix aux élections.

Lors de celles de mars 1920 ; il redevient ainsi le 1er parti allemand avec 38% des voix, l'USPD ne recueillant que 8% alors que le KPD n'a pas présenté de candidats.

Néanmoins, on assiste à une radicalisation des électeurs de gauche.

Après mars 1920 et le putsch de Kapp (“ Kapputsch ”) qui est un échec cinglant, les électeurs de gauche sont paralysés. Le SPD perd alors un parti de son électorat au profit de l'USPD.

En octobre 1920, l'USPD décide d'adhérer aux 21 conditions et rejoint le KPD en entrant dans l'Internationale. Mais cette décision n'est pas unanime et une partie des adhérents de l'USPD se dirige vers le SPD. Décembre 1920 marque donc la fin de l'USPD.

En 1920, on a 2 partis à gauche : le SPD et le KPD.

- le SPD se retrouve appoint du gouvernement centriste

Le SPD se refait une santé car :

- o il reçoit une partie de l'USPD

- o il se donne un programme plutôt révisionniste en 1925
Il renoue alors avec les succès électoraux et retrouve son niveau d'avant 1914.
Fin 1920, il compte 1 million d'adhérents, s'appuie sur des syndicats puissants et diverses organisations (gym, chant...). De plus, il reçoit le soutien d'un nouveau type d'organisations, la Reichsbanner (bannière de l'empire), qui rassemble 3 millions d'anciens combattants.
Cependant, le SPD n'a qu'un rôle d'appoint.

C'est à cette période qu'est adoptée la constitution de Weimar, conçue par Preuss (démocrate), qui est largement appuyée par le SPD.

C'est une république parlementaire bicamérale avec un système mi-parlementaire, mi-présidentiel. En effet, le Président de la République, élu pour 7 ans au suffrage universel direct, possède de larges pouvoirs (type Vème Rép.).

Le 1er président est Friedrich Ebert (social-démocrate), auquel succédera Hindenburg contre l'avis du SPD.

Le SPD participe toutefois à quelques gouvernements de Lander et contrôle quelques municipalités (ex : Berlin). Il appuie les gouvernements centristes.

En 1928, il participe à un gouvernement de grande coalition dirigé par Muller (socialiste) mais ce dernier démissionne du SPD.

Dès 1929, c'est la crise.

□□□□□ Les social-démocrates face au nazisme

Dans les pratiques politiques, le SPD se trouve désarmé face au nazisme.

On trouve plusieurs causes à cela :

- le SPD crée des groupes para-militaires, les Schupo, surtout développés chez les Juso (jeunes socialistes)
- l'intransigeance des communistes du KPD, qui suit une tactique de classe contre classe. Il accuse les socialistes parmi les nazis et dans ce cadre, il est le seul allié des nazis en menant des campagnes contre les socialistes.

Ex : le KPD participe aux côtés des nazis à la grève des transports en commun à Berlin

Quand les socialistes proposeront le " Front de fer " pour regrouper tous les opposants au nazisme (syndicats, SPD, ...), le KPD refusera d'y participer.

- L'intransigeance du maréchal Hindenburg

En 1932, le SPD est favorable à l'élection d'Hindenburg contre Hitler. Mais Hindenburg préfère les nazis aux social-démocrates et, dès son arrivée au pouvoir, chasse Brüning (chancelier social-démocrate) et favorise l'arrivée au pouvoir d'Hitler après les élections de 1932

Aux élections de juillet et novembre, le SPD se stabilise à 22% des voix. Il a perdu des voix au profit du KPD (qui est à 14%).

En novembre, le NSDAP (nazis) faiblit. Les banquiers et les grands industriels allemands poussent Hindenburg à appeler Hitler au pouvoir. Or le SPD n'appelle pas à la résistance.

Aux élections de mars 1933, le SPD obtient 7 millions de voix.

Le 22 mars 1933, les pleins pouvoirs sont octroyés à Hitler, malgré le refus socialiste.

Le 31 juin, le SPD est interdit et ses membres sont déportés.

Le SPD se retrouve dans la clandestinité ou dans l'exil :

- clandestinité : il n'y a pas de réseau socialiste mais ils sont présents dans le réseau de la partie résistante de l'Eglise protestante.
On les trouve aussi au sein du complot contre Hitler ainsi que parmi les déportés (qui publient un manifeste en avril 1945)
 - en exil :
 - o à Prague : création du SOPADE (Parti Socialiste d'Allemagne) qui tente jusqu'en 1938 d'organiser des bureaux, d'éditer des publications, ...
Mais dès 1938, le SOPADE quitte Prague à cause de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Ses membres vont à Paris puis à Londres. La France, par le régime de Vichy, livrera quelques socialistes à la Gestapo
 - o dans les pays neutres
- ex : Willy Brandt part en Norvège
Mais, même en exil, on retrouve leurs divisions :

- o une majorité au centre pense à l'après-guerre et veut aller plus loin dans le révisionnisme
- o la gauche souhaite un rapprochement avec les communistes
- o la droite met l'accent sur le côté populaire du socialisme

II. De la renaissance au Neue Mitte (1945 - 2001)

A. Le SPD, parti d'opposition

1. Les difficultés

□□□□□L'Allemagne d'après 1945

L'Allemagne a changé.

- elle est divisée : d'abord en zones d'occupation puis en 2 républiques (dès 1949)
Le 23 mai 1949, la Loi fondamentale est proclamée : elle reprend le modèle de la République de Weimar mais institue une république fédérale avec 10 länder, chacun ayant une assemblée ainsi que de larges compétences administratives (et non législatives comme aux USA).
Le Bund (Etat) est caractérisé par son bicamérisme :
 - o le Bundestag, élu pour 4 ans au suffrage universel direct
 - o le Bundesrat, élu par les länder à la proportionnelle
 Le Président a un rôle de représentation et est élu par les 2 chambres.
En 1949, la RDA est créée, avec un système apparemment démocratique. Le SPD disparaît de RDA (il se reconstitue dans la zone britannique).
En avril 1946, le KPD, selon la tactique du salami (noyer les morceaux blancs au milieu du rouge), propose une “ fusion ” au SPD, ce qui donne naissance au SED (dans le quel est noyé le SPD).
A l'ouest, le KPD est reconstitué mais il est interdit en RFA. En 1968, il réapparaîtra sous la forme du DKP (Deutsche Kommunist Partei).

- elle est modifiée sociologiquement
Entre les 2 guerres, la base ouvrière du SPD s'était rétrécie et le régime nazi a mis en place une politique de séduction des ouvriers et gagne de l'influence dans ce milieu. La contre-société ouvrière d'avant 1933 est brisée.
Or, pendant ce temps, les dirigeants social-démocrate sont en exil ou dans les camps : ils mesureront à leur retour l'ampleur du décalage et auroont du mal à se réadapter.

Après la guerre, les effets du miracle allemand se font sentir et on doit la reconstruction en grande partie à la CDU (chrétiens démocrates).

On assiste également à cette période à une tertiarisation de la société, mouvement défavorable au SPD traditionnel.

Le SPD va donc devoir se recomposer un électorat.

□□□□□Les échecs électoraux

Plusieurs raisons à ces échecs :

- l'évolution sociologique de l'Allemagne après 1945
- la coupure de l'Allemagne en 2 : la RFA est majoritairement catholique alors que le SPD recrutait surtout chez les protestants
- la CDU s'allie avec la CSU (chrétiens sociaux de Bavière) : ensemble, ils veulent “ recycler ” les anciens nazis (ex : Kiesinger, chancelier nazi)

Cette alliance a su dégager des personnalités comme Konrad Adenauer (chancelier de 1947 à 1953), qui a symbolisé le miracle économique et le rapprochement franco-allemand, ou encore Ehrhard ou Strauss.

Entre 1949 et 1966, le SPD, qui faisait jeu égal avec la CDU en 1949, se retrouve marginalisé.

2. La reconstruction du parti

□□□□□Reconstruction de l'organisation

Le SPD retrouve un niveau d'adhérent confortable (plus de 700 000) mais régresse régulièrement après 1949 pour se retrouver à environ 600 000. Il atteint même son plus bas niveau en 1954 avec 585 000 adhérents, puis remonte à la fin des années 1950 aux alentours de 600 000.

On assiste à l'apparition de nouveaux leaders parmi lesquels Schumacher.

Né en 1895, il devient député en 1930, au centre gauche du SPD, puis est arrêté en 1933 et participera au complot contre Hitler de juillet 1944.

Après la Libération, il est auréolé pour sa résistance et retrouve ainsi une légitimité. Il a une grande influence sur le parti. Hostile au communisme, cela ne l'empêche pourtant pas de se dire marxiste et de défendre la lutte des classes ou le matérialisme historique. Il entame des réformes précises et développe notamment la cogestion dans les entreprises.

En politique extérieure, il est opposé à l'Europe, partisan de l'unité allemande et pas très atlantiste.

Il se montre donc anti-communiste mais garde des aspects de la social-démocratie d'avant guerre.

Des jeunes montent au sein du parti, comme Willy Brandt, né en 1913. Il s'exile en Norvège pendant la guerre et, après 1949, débute sa carrière politique en tant que maire de Berlin ouest. Il accède au poste de chancelier en 1969.

Mais le SPD conserve aussi ses anciens.

□□□□□ Le tournant programmatique : Bad Godesberg

Le SPD adopte le programme de Bad Godesberg en 1959.

Ce programme se fonde sur le socialisme démocratique et plonge ses racines dans l'éthique chrétienne, humaniste et dans la philosophie classique. Il affirme sa loyauté envers la Loi fondamentale et admet la libre concurrence et la libre initiative des entrepreneurs, tout en dénonçant le communisme.

Le parti est désormais celui du peuple tout entier.

Le SPD modifie des aspects de sa politique extérieure.

Du temps de Schumacher, le parti social-démocrate affirmait son opposition à l'Europe et son soutien sans faille à la réunification.

Mais, le “ Deutschland Plan ” que le SPD propose en 1959 revient sur certaines positions :

- le SPD admet l'alliance atlantique en acceptant que la RFA assure sa défense nationale en se tournant vers l'atlantisme
- Willy Brandt entame son “ Ostpolitik ”
- le SPD se convertit progressivement à l'Europe

A. Le SPD et le pouvoir

1. Les conditions de l'exercice du pouvoir

□□□□□ Les types de gouvernement

Le SPD prend part à 2 types de gouvernements :

- la Grande Coalition (1966-1969)

Elle regroupe le SPD, le FDP (libéraux), la CDU et la CSU. C'est l'équivalent d'un gouvernement d'union nationale qui prend Kiesinger comme chancelier.

Certains ministres sont socialistes comme :

- o Willy Brandt aux Affaires Etrangères
- o Schiller
- o Strauss aux Finances

Mais il existe une opposition extra-parlementaire, surtout chez les jeunes, qui culmine en 1968. C'est un prélude au terrorisme et le début des “ année de plomb ”. Cette opposition mord parfois sur le SPD.

On peut noter, au sein de cette opposition, la présence du groupe de presse Springer, très influent.

En 1969, le SPD remporte une victoire électorale.

- la Petite Coalition (1969-1982)

Elle regroupe le SPD et le FDP, c'est à dire la gauche et le centre-gauche.

o 1969-1974 : Willy Brandt est chancelier :

□□□□□ au niveau extérieur, c'est la domination de l'Ostpolitik, qui entraîne la signature de plusieurs traités dont :

□□□□□ le 12 août 1970 : traité de Moscou avec l'URSS

qui marque la renonciation de la RFA à la force pour modifier les frontières et induit une reconnaissance de fait par la RFA de l'existence de la RDA

□□□□□ le 7 décembre 1970 : Traité de Varsovie

A cette occasion, Brandt s'agenouille devant le monument dédié aux victimes polonaises.

Ce traité marque la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse comme frontière entre l'Allemagne et la Pologne. Et à cette occasion, la Pologne accepte de laisser partir les Polonais d'origine allemande

□□□□□ le 21 décembre 1972 : Traité fondamental

La RFA reconnaît la RDA. C'est une reconnaissance tacite sans pour autant qu'il y ait échange d'ambassadeurs : “ Une Nation, deux Etats ”

□□□□□ le 11 décembre 1973 : traité avec la Tchécoslovaquie

qui annule les accords de Munich et garantit les frontières

□□□□□ réformes intérieures dont la démocratisation de l'enseignement secondaire

□□□□□ loi de 1972 sur la cogestion

□□□□□ premières mesures pour la protection de l'environnement

Mais ce gouvernement connaît quelques problèmes :

□□□□□ développement du terrorisme de la RAF (aidée par les services de l'Allemagne de l'Est) avec la bande à Bader, Menhof, ... donc par l'extrême gauche

□□□□□ débuts de la crise économique : provoque des tensions dans le parti

□□□□□ glissement vers la gauche du SPD, surtout chez les jeunes et certains députés

□□□□□ une série “ d'affaires ”, notamment “ l'affaire Guillaume ”, qui est une affaire d'espionnage concernant un proche de Willy Brandt, mettant fin à sa chancellerie

o 1974- 1982 : Helmut Schmidt

Il se retrouve face à une aggravation de tous les problèmes précédents :

□□□□□ la crise économique, qui fait augmenter le chômage et l'inflation

□□□□□ l'apogée du terrorisme, avec des assassinats, des enlèvements, ...

En 1978, une loi anti-terroriste est votée

□□□□□ dès 1978, apparition du mouvement alternatif, du mouvement anti-nucléaire, des “ Grünen ” (les verts)

□□□□□ difficultés extérieures, avec la crise des SS20 et des Pershing

On lui attribue quand-même quelques réussites, notamment la construction européenne autour de l'axe franco-allemand.

Mais, en 1982, un renversement d'alliances hors du cadre des élections provoque une rupture au sein du gouvernement. En effet, le FDP bascule vers la CDU, ce qui provoque l'accession au pouvoir d'Helmut Kohl.

□□□□□ Le retour dans l'opposition : les difficultés du SPD

- difficultés électorales

- difficultés de leadership : changement rapide à la tête du parti avec, en 15 ans, 7 ou 8 leaders parmi lesquels Lafontaine, Scharping et Schröder.

Dès les années 1990, on note une remontée sensible des voix dans le cadre d'une Allemagne réunifiée.

Une nouvelle alliance apparaît entre le SPD et les “ Grünen ”, surtout dans les municipalités. On assiste également à un changement de génération au sein du parti, symbolisé par Gerhard Schröder.

Enfin, le SPD accepte définitivement la réunification.

2. Les grandes questions

□□□□□ La réunification allemande

A l'origine, le SPD n'est pas très favorable à une réunification rapide. Il cherche entre la fin de l'année 1989 et le printemps 1990 une solution transitoire mais :

- des divisions internes à ce sujet se font sentir
- le parti est réticent car l'unification signifierait l'introduction de certaines lois de l'Est à l'Ouest
- le SPD critiquait le coût de la réunification (ex : problèmes d'équivalence des monnaies)

Brandt est très favorable à la réunification alors que Lafontaine n'hésite pas à afficher son opposition dans un ouvrage qu'il publie au début des années 1990.

Le SED (parti communiste de l'Allemagne de l'Est) se transforme en PDS (Parti du Socialisme Démocratique) en 1989-90.

Mais le PDS tombe assez bas dans ses résultats électoraux (5% en 1998). Il est devenu le parti des victimes de la réunification (retraités, chômeurs, femmes, ...).

Parallèlement, les social-démocrates essaient de se créer un parti à l'Est, le SDP, qui rejoint le SPD dans les années 1990.

□□□□□ Nouveau parti, nouveaux programmes, nouvelles politiques ?

Le SPD a profondément changé depuis les années 1930. On a même parlé de “ parti anarchique ”. En effet, la belle organisation autoritaire du début a reculé car :

- fédéralisation progressive du parti
- autonomisation des élus et notamment des groupes parlementaires
- diversification de la sociologie du parti (ex : féminisation)
- plus grande volatilité de l'électorat (moins militant)
- développement de courants structurés à l'intérieur du parti

Ce parti s'est donné un nouveau programme, le “ Neue Mitte ”.

Adopté en décembre 1997 au congrès de Hanovre et mis en avant par Schröder, c'est un prolongement du programme de Bad Godesberg.

Mais il va plus loin, en s'adressant non seulement aux classes moyennes, mais aussi aux salariés et aux chefs d'entreprise.

En septembre 1998, il fait l'objet d'une grande écoute aux élections.

Schröder a réussi à mobiliser l'électorat traditionnel tout en ralliant les classes moyennes et en faisant une coalition avec les “ Grünen ”.

Gerhard Schröder, leader du SPD, accède à la chancellerie en septembre 1998.